



REPUBLIQUE DU BENIN

PREFECTURE DE COTONOU

DIRECTION DEPARTEMENTALE CHARGÉE
DE RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS

CENTRE DE PROMOTION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE



ASSOCIATION COHUB - Adresse : Lot 3219 Parcelle F, Agla Agongbomey
07 BP 0479 Cotonou (Bénin) – Tel : +229.21.03.86.01 Mobile : +229.93.99.93.32
Email: contact.benin@ouvriers-humanistes.org - Site web: www.ouvriers-humanistes.org

RAPPORT DE FIN D'EXERCICES 2010

Rapport élaboré par : Gislain DOVONOU, Président de l'Association
Sous l'assistance de : Monsieur Rémi MAKPONSE, Secrétaire Général Adjoint
Saisie : Adjaratou OLAAFA, Secrétaire de Direction
Présenté à l'Assemblée Générale, le 18 Janvier 2011

RAPPORT EXERCICE 2010

Plan du rapport

Mot du président

Partie I – Rapport Narratif	3
• I - Introduction	4
• II- Présentation de l' Association COHUB.....	4
• III- Rappel des acquits obtenus	6
• IV- Activités menées	6
• V- Autres activités	16
• VI- Compte rendu de la Conférence du TNP 2010 à New-York aux USA	22
• VII- Déclaration après l'adoption du document final	25
Partie II – Rapport Financier	37
• I- Introduction	37
• II- Points financiers des actions menées en 2010	37
• III- Autres activités	38
• IV- Tableau récapitulatif des divers financements qui ont servi à la réalisation des activités au cours de l'année 2010	41
• V- Tableau récapitulatif des diverses sources d'appuis financiers obtenus et qui ont servi à la réalisation des activités au cours de l'année 2010	41
• VI - Comparaison des actions prévues et celles menées	42
• VII – Difficultés rencontrées	43
• VIII – Recommandations	43
• IX – Remerciements	44
• X – Perspectives au cours de l'exercice 2011	44
• XI – Conclusion	46
• XII - Définitions de quelques sigles contenus dans le présent rapport	47

PARTIE I

RAPPORT NARRATIF

RAPPORT EXERCICE 2010

RAPPORT NARRATIF

MOT DU PRESIDENT

Chers amis,
Chers membres,
Chers Correspondants,
Chers Partenaires,

Nous voici à l'orée d'une nouvelle année qui prend place d'une ancienne qui s'achève. 2010 est partie laissant place à 2011 où je profite au seuil de celle-ci pour souhaiter à travers ce canal à vous et tous ceux qui vous sont chers, une très bonne et heureuse année de Paix, de Santé, de Prospérité et d'atteinte des objectifs de vos projets respectifs.



L'association COHUB au cours de l'année 2010 a encore poursuivi ses actions en faisant son petit bonhomme de chemin. Comme 2011, une nouvelle dynamique sera démontrée en vue de permettre l'atteinte des objectifs restant encore à atteindre. Tant qu'il reste à faire, rien n'est fait, le dit-on.

I- INTRODUCTION

Dans le but d'atteindre les objectifs de l'association COHUB, un certain nombre d'activités a été encore mené au cours de 2010. Malgré les difficultés rencontrées chaque année, nous avons essayé de faire de notre mieux en vue de rassurer nos partenaires dans de la pérennité de nos collaborations avec eux. Nous n'allons pas débiter le présent rapport sans présenter une fois de plus notre jeune association qui se veut contributrice au développement du Bénin.

II- PRESENTATION DE L'ASSOCIATION COHUB

a- Définition, objectifs et date d'enregistrement,

L'Association COHUB, définie comme : Cercle des Ouvriers Humanistes du Bénin est une association de droit civile béninoise. Ayant pour objectif général, la promotion de l'humanisme dans toutes les cultures du Bénin, d'Afrique et du Bénin, elle a pour également objectifs spécifiques, la promotion du bien-être humain par l'encouragement, le soutien et la réalisation des projets relatifs au droit des personnes et des peuples, la défense de l'environnement, le développement durable et la promotion du désarmement.

Après trois (3) années d'activités expérimentales depuis 2003, elle a été finalement enregistrée en 2006 à la préfecture de Cotonou sous le numéro :

b- Situation géographique et adresse,

Elle est basée à travers son siège social dans le 13^e arrondissement au carré 3219 parcelle f à Agla Agongbomey, Maison feu Raphaël Dovonou. Adresse : 07 BP 0479 Cotonou, Tél : +229.21.03.86.01, Mobile : +229.93.99.93.32 - +229.90.02.61.17

Email : contact.benin@ouvriers-humanistes.org ou info_cohub.asso@yahoo.fr

Site web : www.ouvriers-humanistes.org

Après les instances de gestion de l'association, rappelons que nous disposons des coordinations qui s'occupent des thématiques spécifiques pour l'atteinte des objectifs.

c- Conseil d'Administration

Composée de onze (11) membres, l'association dispose d'un conseil d'administration jeune dynamique et entrepreneuriale qui planifie les différentes tâches à exécuter dans le temps voulu et dans le délai voulu.

d- Personnel de la direction exécutive,

Composée de trois (3) personnes dont deux (2) salariés et un (1) bénévole, le personnel de la direction exécutive est l'équipe permanente qui tourne à plein temps l'association au moment de l'absence des membres du conseil d'administration. Rappelons que certains membres dont la plupart arrive par moment en l'appui de l'équipe afin les missions qui sont confiées soient atteintes dans le temps. Les activités de la direction exécutive est composée entre autre de :

- envoi et réception des courriers et mails.
- contact des membres.
- assure la correspondance entre les coordinations thématiques et le conseil d'administration pour l'harmonisation et l'atteinte des objectifs périodiquement fixés.
- Répondre aux appels et faire le suivi et évaluation réguliers des actions planifiés

e- Coordination chargée de lutte contre le VIH/SIDA :

C'est la coordination thématique qui est chargée de conduire les actions de préventions du VIH/SIDA auprès des membres de l'association et ensuite auprès des populations jeunes que l'association juge utile de travailler pour. Sa mission est de maintenir debout l'association COHUB en matière de prévention du VIH/SIDA.

f- Coordination chargée de promotion de la non-violence

Elle est l'équipe thématique qui est chargée de mener à pleine des activités de développement basée sur l'apprentissage de la non-violence comme moyens de régler des différents sociaux etc....

g- Coordination chargée de la promotion de l'éducation

Cette coordination thématique est une des composantes thématiques de l'association COHUB est chargée quant à elle de mener en faveur des jeunes déshérités et nécessiteux des séances de travaux dirigés gratuits en vue de renforcer la capacité des jeunes et enfants qui connaissent des difficultés dans leur cursus scolaire. Cette activité se mène de façon volontaire et bénévole et dispose comme mot d'ordre, les plus forts doivent aider les moins forts.

h- Coordination chargée de protection et sauvegarde de l'enfance.

Cette coordination thématique est chargée comme l'indique son nom, de mener des actions favorables à la protection et de sauvegarde l'enfance. Elle a pour mission de voler au secours d'âmes innocentes par la prise de contact avec les structures spécialisées dans le domaine de l'enfance en vue de trouver de satisfaction à l'enfance en difficulté. Entre autre ses activités, nous avons le

plaidoyer, le lobbying, le secours, la prise de contact avec les structures de l'enfance et intervention volontaire en matière d'atteinte de résultats au profit de l'enfance.

i- Coordination chargée de l'environnement et du développement durable.

Elle est également une des composantes thématiques de l'association COHUB en matière de coordination d'activités. Elle est spécialisée sur les questions de la protection et de mise en place d'un environnement meilleur. Elle est également celle qui est en charge de conduire des activités contribuant au développement durable.

III- RAPPEL DES ACQUITS OBTENUS EN 2009

En 2009, l'association COHUB a été impliquée dans bien d'actions si bien que son curriculum vitae comporte à son actif des titres suivants :

- Coordonnateur de la Marche Mondiale pour la Paix et la Non-violence, section du Bénin
- Deuxième OSC national ayant reçu le prix de performance au JOSOC 2009.

IV- ACTIONS MENEES EN 2010

Au cours de l'année d'exercice 2010, l'association COHUB a eu à mener certaines actions, toujours dans le but d'atteindre ses objectifs précités. Et entre autres ses actions nous avons celles menées :

A- Au niveau de l'administration

Cette année l'administration de l'Association COHUB a fonctionné à plein temps comme les années antérieures même si les difficultés énumérées en 2009 étant toujours telles. Entre autre les actions nous avons :

- le traitement des informations
- suivi et évaluation des actions périodique planifiées.
- correspondance avec les diverses coordinations thématiques internes et organisations partenaires.

Cette année au nombre des courriers adressés, nous avons 52 adressés et dont 24 ont trouvé une suite. Concernant les mails, bien d'organisations nationales et internationales ont été contactées toujours dans la poursuite des activités et la recherches de partenaires en vue d'appuyer les actions de l'association. Quant à la correspondance et contact avec les autres coordinations, rappelons que c'est seulement trois coordinations thématiques qui ont pu mener des actions en 2010. Entre autre ses trois (3) organisations nous celles citées ci-dessous :

B- Au niveau de la Coordination en charge de lutte contre le VIH/SIDA

Au niveau de la Coordination en charge de lutte contre le VIH/SIDA, comme l'indique sa mission de prévention du VIH/SIDA auprès des membres de l'association COHUB et des jeunes, quatre différentes actions ont été menées au cours de l'année 2010. Entre autre ces activités nous avons :



1°) Activité de sensibilisation du VIH/SIDA, Centre de formation privée Saint Pierre de Lokossa.

La campagne a connu la visite du Centre de formation Saint Pierre de Ayigbavèdji (Lokossa) qui a servi de cadre à cette dernière. Dans ce centre grâce à la mobilisation des jeunes

volontaires ouvriers humanistes de Ayigbavèdji, une communication sur le SIDA, sur son mode de contamination, de les méthodes de prévention, sur les méthodes de traitance des personnes vivant avec le VIH/SIDA. Rappelons qu'une distribution de préservatifs et des magazines a été faite afin d'appuyer la connaissance de jeunes sur les diverses communications données.

Au cours de ces quatre (4)



principales activités qui se résument comme suit :

- Communication sur le SIDA, il a d'abord question d'informé les jeunes présents sur l'historique du



VIH/SIDA, ses taux de contamination dans les premières années de sa découverte dans le monde, en Afrique surtout en Afrique de l'ouest et au Bénin. Egalement il a été question de leur parler

de la situation actuelle du taux de prévalence.

- La communication a été ensuite approfondie de manière à expliquer aux jeunes les divers modes de contamination du VIH/SIDA.

- Enfin elle s'est terminée par les méthodes de prévention, de solidarité envers les personnes vivantes avec le VIH.

La stratégie de communication adoptée sur ce terrain est celle qui a été initiée par l'association COHUB en vue de rendre très intéressantes et pratique. Nous avons compris qu'aujourd'hui il faut adopter de nouvelles formes de communication variée et adaptée à l'interlocuteur en face. Cette stratégie de communication a été adoptée en concert avec les jeunes volontaires qui avaient travaillé avec nous et qui sont présents sur le terrain.

En somme l'objectif de cette action qui vise à sensibiliser une centaine de jeunes dans le Centre de formation a été atteint avec la participation effective de 124 élèves dynamiques et intéressants aux questions du VIH/SIDA.

Les communications ont été menées par les jeunes de l'association COHUB et pour les jeunes. Ce qui est une chose à encourager afin de responsabiliser les jeunes face à leur avenir.

2°) Causerie débats sur le VIH/SIDA au siège de l'Association COHUB



Dans le cadre de la campagne YAAC 2010, une causerie-débats a été organisée au siège de l'association COHUB, le samedi 13 novembre 2010. Cette causerie-débats est focalisée sur le questionnement : « Jeunes, comment te protèges-tu du SIDA ? »

Ce thème n'a pas été choisi au hasard mais compte du fait que les jeunes ne parlent jamais souvent entre eux sur la manière dont il se protège du VIH/SIDA.

Nous avons compris qu'il faille procéder autrement cette campagne de sensibilisation parce que nous comprenons que tous les jours, c'est presque les mêmes stratégies de communication qui s'observent si bien que les jeunes deviennent plus insensibles. Alors il faut démontrer et développer d'autres modèles de sensibilisation. Et c'est qui nous a valu le droit d'initier une causerie sur le questionnement sus-indiqué. Retenons au cours de cette causerie, la majorité des jeunes se sont ouvertement prononcés sur leur manière de prévenir le VIH/SIDA. A cette séance, trois (3) diverses observations ont été faites. Il a été remarqué :



Premièrement : certains de jeunes font toujours l'amour avec le préservatif.

Deuxièmement : certains n'ont pas encore connu le sexe mais se disent savoir qu'ils doivent porter ou faire porter à leur partenaire le condom avant toute éventuelle relation sexuelle.

Troisièmement : certains se disent avoir été tout le temps fidèles avec leur seul partenaire donc peu importe l'utilisation à temps plein du condom.



Suite à la présentation des divers points des jeunes, il a été donné une communication en vue de montrer réellement les comportements à adopter face à la prévention du VIH/SIDA. Chaque catégorie de jeunes est sensibilisée selon ce qui lui convient.

A cette communication, il a été dit aux jeunes de la catégorie 1 que c'est bien continuer à utiliser le condom au cours de leurs rapports sexuels si c'est cette méthode qu'ils

ont adopté mais savoir proprement utiliser le condom. Aussi ils ont été exhortés à

se faire dépister afin de connaître leur état sérologique tout au moins. Argumentaire a été développé jusqu'à leur démontrer que malgré le condom est utilisé au cours de rapport sexuel, ils peuvent être contaminés si d'une part leur partenaire ou eux même est infecté et ne l'a pas su par le test de dépistage. De l'autre si au cours des frottements une petite blessure peut leur fatale. Donc l'importance de connaître son état sérologique et utilisation correct du préservatif. Aux jeunes inscrits à la catégorie 2 qui ont démontré leur abstinence. Il



leur est donné de maintenir leur abstinence s'ils ont choisi cette option. Dans le cas échéant s'ils avaient commencé à avoir des relations sexuelles, ce n'est pas grave qu'ils peuvent se faire dépister et savoir comment se comporter face au VIH/SIDA et des incitations. Pour les jeunes de la catégorie 3, il leur a été servi que la fidélité c'est bien mais s'ils sont sur de leur fidélité tant mieux. Il a été livré que c'est très bien de se fidéliser avec un partenaire mais il



faut impérativement se faire dépister et dépister son partenaire d'abord avant de se rassurer de leur fidélité.

3°) Commémoration de la journée mondiale de SIDA (JMS 2010)



La commémoration de la journée mondiale de SIDA, édition 2010 ayant pour thème : « Accès universel et droit de l'homme » a connu la touche particulière de l'association COHUB.

En effet, deux semaines avant la commémoration de ladite journée, le Centre Culturel Américain avec l'appui de l'Ambassade des Etats-Unis d'Amérique a organisé une marche de sensibilisation sur la discrimination et la stigmatisation des PVVIH.

Une dizaine d'organisations de jeunes ont été associées dont l'association COHUB. A cette marche, nous avons été associés tous les volontaires qui ont contribué à la campagne. Plus trentaine de volontaires de notre association se sont déplacés sur le terrain et ont participé à la marche. Cette marche de la mission américaine a été celle qui a mis terme à notre campagne 2010 de jeunes contre le VIH/SIDA qui d'ailleurs est sa première édition.

L'objectif qui est de mobiliser des organisations de jeunes à sensibiliser sur la discrimination et la stigmatisation des PVVIH.



Rappelons la mission américaine par l'intermédiaire du Centre Culturel Américain et le YBLA a bien voulu organiser cette activité dans le cadre de la célébration de la Journée mondiale de lutte contre le Sida:



Avec le soutien de l'Ambassade des Etats-Unis près le Bénin, l'association COHUB, composante de la jeunesse béninoise a célébré comme partout dans le monde le 1er décembre, la 23^e édition de la Journée mondiale de lutte contre le Sida. La célébration de cette année a été marquée par une marche de soutien aux victimes et une conférence sur les efforts des Etats-Unis d'Amérique dans la lutte

engagée contre cette pandémie universelle.

Le Bénin n'est pas resté en marge de la célébration de la Journée mondiale de lutte contre le Sida. Etant à sa 23ème édition, cette journée a été marquée mercredi dernier par une gigantesque marche. Organisée par l'Ambassade des Etats-Unis d'Amérique près le Bénin, elle a regroupé un nombre important de jeunes venus exprimer leur soutien aux victimes du VIH-Sida.



En effet, cette marche à laquelle ont pris part plusieurs partenaires dont l'association COHUB associée, a démarré à la Place de l'Etoile Rouge dans la matinée de ce 1er décembre. Scandant des chansons fustigeant le fléau, ces jeunes venus



des universités, lycées, collèges et organisations de jeunes ont condamné les ravages du Sida. Cette marche qui a eu comme point de chute le Centre culturel américain (CCA) de Cotonou a été marquée par une conférence débat.

a situé le contexte de cette organisation à la jeunesse. Pour lui, la Journée mondiale de lutte contre le Sida est à la fois un jour de recueillement et une célébration.

De ce fait, il a indiqué la nécessité de garder en souvenir ceux dont la vie a été écourtée par le Sida. C'est ce qui justifie d'ailleurs l'organisation de cette 23ème édition mise sous le thème « Droits de l'Homme et Accès universel ». A en croire l'Ambassadeur James Knight, le peuple a le devoir de consolider ces efforts pour encourager ces vies en souffrance.



« La jeunesse représente pour nous, le futur de la Nation béninoise. Et quand la jeunesse souffre, la Nation s'en trouve malade » a laissé entendre l'Ambassadeur. A ce titre, il a dit être très

impressionné par le nombre d'associations de jeunes qui se sont mis à l'œuvre pour organiser la marche de sensibilisation.



Par rapport aux statistiques, la première autorité des Etats unis au Bénin a estimé que le risque d'infection au VIH et son impact se nourrissent des violations des droits de l'Homme. Selon les sondages de cette dernière décennie, il a reconnu le besoin crucial de renforcer ces droits pour riposter à l'épidémie.

évident que jamais, si bien que l'accès universel et droits de l'Homme suppose une pleine jouissance de tous les droits humains et libertés fondamentales par les personnes vivant avec le VIH. Dans cette lutte, la partition du gouvernement américain n'est pas négligeable.

L'Ambassadeur a fait savoir que les actions sont menées dans le cadre de la réduction du fléau. Au nombre de ces efforts, il a cité l'amélioration de l'accès aux soins et l'élimination des disparités en santé et la marginalisation des personnes vivant avec le VIH. En 2009, les volontaires de « Peace Corps » ont mené diverses activités dans 65 différentes communes du Bénin. Occasion pour eux de mobiliser les populations et les pourvoyeurs de services par rapport à divers aspects du VIH-Sida.



À travers, les programmes de l'Usaid, le gouvernement américain finance plusieurs projets qui contribuent à la lutte contre le phénomène. Par le Projet intégré de santé familiale (Pisaf), les Etats Unis d'Amérique fournit une assistance directe et un appui aux politiques nationales du gouvernement. « Nous sommes engagées à bâtir sur les réalisations de ces dernières décennies qui ont radicalement modifié la prévalence du VIH aussi bien aux

Etats-Unis d'Amérique que dans le monde » a déclaré son Excellence James Knight. Par ailleurs, des communications ont été présentées sur le VIH-Sida par le

Docteur Marcel Zannou du Centre national hospitalier universitaire de Cotonou et madame Sylvie Dossou du Comité national de lutte contre le Sida.

Disons que l'objectif de cette action commune a été atteint avec la grande satisfaction de toutes les organisations de jeunes présentes à cette grande marche.

Au regard de tout ce qui précède nous pouvons conclure que les activités menées dans le cadre de cette campagne, qui constitue un des projets les plus grand de la Coordination chargée de lutte contre le SIDA. Après évaluation minutieuse des différents résultats obtenus, nous pouvons affirmer que les objectifs fixés par l'association COHUB en faveur des activités de la Coordination chargée de lutte contre le SIDA ont été largement atteints.



C- Coordination chargée de l'environnement et du développement durable.

Dans le cadre de la réalisation des objectifs fixés au profit du plan d'actions exercice de 2010 de l'association COHUB, et concernant la coordination en charge de l'environnement et du développement durable de façon volontaire, deux campagnes de salubrité ont été menées en partenariat avec l'association Compagnie ma foi.



Au nombre de deux (2)



diverses actions dont les descriptions respectives se présentent ci-dessous nous avons :

Visite de salubrité au CNHU de Cotonou et au centre psychiatrique de Jacquot

Dans le cadre de la réalisation du programme de campagne se salubrité, nous avons été en premier lieu au Centre

hospitalier K.MAGA puis au Centre psychiatrique de Jacquot. Au cours de notre visite au CNHU, nous avons eu à balayer toute la maison en rangeant les ordures dans les bacs à ordures. L'association COHUB et les membres de l'association Compagnie ma foi nous avons eu à conduire à bien ces actions au profit des malades du CNHU.

Les objectifs de cette action sont les suivantes :

- Visiter le centre en vue de voir dans quelles mesures apporter notre soutien d'association volontaire au service des personnes malades de l'hôpital de référence.



Cette action ne vise non seulement pas pour accomplir notre devoir de contributeur à un environnement meilleur au profit de la population de ce centre mais aussi, vise à contribuer d'un coup de pouce à la propriété de l'hôpital. Cela parce que nous avons compris qu'il ne fallait pas attendre d'être malade ou d'avoir un de nos prochain malade et hospitalisé dans ce centre avant

d'œuvrer à la propriété de ce dernier.

Tout le monde est susceptible d'être malade et hospitalisé dans ce centre ainsi nous en avons vite compris qu'il faille apporter notre contribution de volontaires au service de notre pays.

Nous tenons à rappeler que nous avons décidé résolument de mener les actions du genre à cause notre adhésion aux dix (10) principes du pacte mondiale des Nations Unies.



Les objectifs principaux de ces deux (2) campagnes de salubrités sont :

Au niveau du CNHU

- Contribuer de façon volontaire à la propriété des endroits sales et qui sont transformés en dépotoir sauvage pouvant rendre mal à l'aise les usagers de ce hôpital qui fréquenté par la majorité des malades du Bénin.

Au niveau du Centre psychiatrique de Jacquot

- Compatir à l'état de santé ses malades mentaux de trouver des projets futurs pour leur plein épanouissement et à leur prompt guérison.

En prélude à ces activités certaines démarches ont été menées en occurrence, des correspondances adressées à l'endroit de la direction générale des deux (2) hôpitaux en vue de leur informer de notre action puis obtenir une autorisation.

Dans les deux (2) centres les actions entrant dans le cadre de cette campagne de salubrité ont été bien organisée et les objectifs atteints. Au cours de cette campagne, 28 volontaires ont été déployées et ont été impliquées.

Comme résultats issus des deux actions en faveur d'un bon environnement sain et propre au profit des malades, disons ceci :

- 4 tas d'ordures ont été trouvées et sont toutes ramassés vers les bacs prévus à cet effet.
- Les sachets d'eau et autres déchets remarqués au niveau des couloirs desservant les bâtiments de médecines A, B et de la salle de réanimation ont été entièrement balayés.
- Les petites ordures et les feuilles mortes se trouvent au niveau de la psychiatrie en passant par le cugo, la cardiologie, la cuisine, la cantine débouchant sur la morgue et l'urgence ont été tous ramassés et les lieux sont tous propres.

Des balaies et des râteliers approvisionnés en vue de parfaire l'activité ont servis de moyens premiers que nous avons disposé dans le cadre de cette campagne au niveau du Centre National Hospitalier et Universitaire HKM de Cotonou.

De 10heures à 13heures soient environs 3 heures durant l'équipe a été dévouée, assidue et aguerrie autour de la campagne. De la porte principale d'entrée du CNHU à la morgue en passant par l'urgence, la réanimation, de la pharmacie, de la banque du sang, de la psychiatrie à la cantine, nous avons menés sans désespérer la séance de balayage de tout le centre.

Pour le compte de cette activité à la contribution de notre association au profit du plus grand centre hospitalier de référence, en matière de la propriété, nous croyons l'objectif fixé a été largement atteint, ce qui a permis à la direction dudit centre de décerner à l'endroit de notre association une lettre de félicitation et de remerciement.

Dans le cadre de cette activité une somme de quatre vingt huit mille (98.000) francs CFA a été investie pour la réalisation de ladite activité. Ce budget a servi juste pour prendre en charge le transport, l'acquisition des matériels nécessaires,

les primes et perdiems et autres charges ayant permis d'atteindre les objectifs fixés.

Les recettes de ce financement ont été provenues de la cotisation spéciale des membres, des personnes ressources et de bonne volonté sympathisants des actions de la compagnie ma foi et ses membres.

Nous pouvons réaffirmer avec conviction que l'activité de salubrité au profit des usagers et du CNHU a été bien menée étant donné que le Chef du 12^e arrondissement de la ville de Cotonou, Monsieur Brice CHANHOUN a appuyé l'évènement en envoyant un camion berne de bac à ordures afin de nous aider à ramasser aussi vite des ordures issus de ladite salubrité.

Rappel des dix (10) principes du Pacte Mondial des entreprises dont nous avons signé. Le Pacte mondial invite les entreprises à adopter, soutenir et appliquer dans leur sphère d'influence un ensemble de valeurs fondamentales, dans les domaines des droits de l'homme, des normes de travail et de l'environnement, et de lutte contre la corruption.

Les 10 principes du pacte mondial.

Ces dix principes sont inspirés de :

- . La Déclaration universelle des droits de l'homme
- . La Déclaration relative aux principes et droits fondamentaux au travail
- . Organisation internationale du travail
- . La Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement
- . La Convention des Nations Unies contre la corruption

Droits de l'homme

1. Les entreprises sont invitées à promouvoir et à respecter la protection du droit international relatif aux droits de l'homme dans leur sphère d'influence; et
2. Veiller à ce que leurs propres compagnies ne se rendent pas complices de violations des droits de l'homme.

Normes du travail

3. Les entreprises sont invitées à respecter la liberté d'association et à reconnaître le droit de négociation collective;
4. L'élimination de toutes les formes de travail forcé ou obligatoire;
5. L'abolition effective du travail des enfants; et
6. L'élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession.

Environnement

7. Les entreprises sont invitées à appliquer l'approche de précaution face aux problèmes touchant l'environnement;
8. A entreprendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement; et
9. A favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement.

Lutte contre la corruption

10. Les entreprises sont invitées à agir contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l'extorsion de fonds et les pots-de-vin.

V- AUTRES ACTIVITES

Au cours de l'année exercice 2010, bien d'autres activités ont été menées. Rappelons que ces activités concernent notamment les participations de l'association COHUB a des événements organisés par d'autres organisations partenaires. Entre autres ces activités nous avons :

- Participation à la remise de prix aux lauréats des JOSC 2009 et 2010
- Participation de l'association COHUB aux JOSC 2010.
- Participation à la réunion de validation d'un certificat pour les OSC.
- Participation aux réunions de préparation de la marche du 1^{er} décembre 2010 au Centre Culturel Américain.
- Participation aux activités de la sensibilisation du VIH/SIDA de l'association nationale des étudiants pour la lutte contre le SIDA.
- Participation d'une délégation appuyée par l'Association COHUB à la Conférence de la révision du Traité de Non-prolifération Nucléaire aux Etats-Unis.

1°) Participation à la remise de prix aux lauréat des JOSC 2008 et 2009

L'association COHUB a été invitée en 2010 à la remise du prix aux lauréats des éditions 2008 et 2009 des JOSC. Etant elle aussi lauréat, l'association COHUB a été invitée à la cérémonie de remise de prix au lauréat des éditions 2008 et 2009 de journées des organisations de la société civile. A cette cérémonie qui s'est déroulée sur deux phases, notons que les lauréats de 2008 ont reçu en premier leur différents prix et ensuite les lauréats de 2009. Cette cérémonie s'était bien déroulée et les organisations de la société civile lauréates ont été en possession de leur prix divers. Parmi ces organisations se trouve notre association COHU qui a été rentrée en possession d'un ordinateur de table flambant neuf. Rappelons comme l'indique l'image ci-contre que l'ordinateur a un écran plat.

Cet ordinateur que l'association COHUB a reçu constitue un moyen indéniable de travail pour son patrimoine. Nous n'avons qu'à remercier le Centre de promotion de la Société Civile (CPSC), initiateur et organisateur desdites journées, le Ministère en charge de relation avec les Institutions (MCRI) en charge de la reconnaissance du caractère officiel desdites journées et le Président de la République, pour sa reconnaissance des rôles importants que jouent les organisations de la société civile béninoise dont fait partie l'association COHUB.

2°) Participation aux JOSC 2010

Dans le cadre des journées des organisations de la société civile – éditions 2010, l'association COHUB a été invitée en tant que lauréate du 2^e prix national dit de performance décernée par le Président de la République du Bénin lors des éditions 2010. Pour accomplir encore son rôle de société civile, l'association COHUB a décidé de participer sur invitation du CPSC aux journées des organisations de la société



civile 2010.



Au cours de ces cinq (5) journées, nous avons essayé de faire connaître à la phase de la nation et du monde, le rôle de la mission de l'association COHUB au service du développement du Bénin.

C'est l'occasion pour nous d'être encore plus précis sur le rôle de promotion du volontariat local que nous promouvons. Ce qui a valu le thème que nous avons choisi : « L'association COHUB, le volontariat humaniste au service du Bénin ».

Nous entendons par ce thème, montrer au public des JO SC 2010 que bien que les missions volontaires extérieures sont présentes en République du Bénin et contribuent efficacement au développement durable, il y a aussi une mission volontaire béninoise locale qui fait aussi biens d'exploits dans beaucoup domaines par des thématiques précises il s'agit de l'association COHUB.

Pendant cinq (5) jours l'association COHUB a répondu fidèle à son engagement a présenté ses divers projets, ses diverses expériences obtenues et ses missions et perspectives d'avenir. Il a été également question de présenter les différentes thématiques qu'aborde l'association COHUB dans ses différents projets.



Les volontaires de l'association COHUB ont été quant à eux visiblement présents à pendant toutes les cinq (5) journées. Ce qui a permis l'atteinte des objectifs fixés dans le cadre desdites JO SC 2010.



Au terme de l'édition 2010, la Journée des organisations de la société civile (Josc) a livré son verdict. Les tradithérapeutes de l'Ouémé-Plateau ont fait sensation à l'occasion des manifestations à travers la performance de leurs acteurs dont Kouglo Augustin qui a décroché le deuxième prix de performance.

Les mérites des acteurs de la médecine traditionnelle de l'Ouémé-Plateau ont été reconnus. Pour l'acteur principal de cette

initiative, Kouglo Augustin, inventeur du produit Kpata-Kpata Plus, c'est tout au

mérite du chercheur en médecine traditionnelle, Philibert Cossi Dossou-Yovo qui a su imprimer à tout le groupe le goût de la recherche pour l'évolution de la médecine ancestrale au Bénin.



L'heureux du jour a rappelé comment ce dernier a toujours encouragé les uns et les autres à évoluer dans la recherche. Occasion pour Kouglo Augustin de vanter les mérites du produit Kpata-Kpata Plus qui s'est révélé très efficace dans le renforcement de la défense immunitaire, la fatigue générale et les infections sexuellement transmissibles. Ce produit exposé au cours de la journée des Osc lui a permis d'ailleurs de ramener le deuxième

prix de performance au nom de l'Ouémé-Plateau. Pour la représentante du directeur départemental de la santé de l'Ouémé-Plateau, depuis les journées portes ouvertes de la médecine traditionnelle à Porto-Novo, les acteurs ont donné la preuve de leur capacité d'union. Pour elle, cette distinction de la médecine traditionnelle est une fierté de la feuille dont il faut faire la promotion afin d'hisser le Bénin au rang des pays ayant connu un grand niveau de développement comme la Chine. Le responsable des Osc dans l'Ouémé-Plateau n'a pas caché la fierté de sa communauté de connaître ce sacre tout en invitant les autres acteurs à s'inscrire au sein du cadre de concertation, car c'est d'ailleurs cela qui a permis de désigner Kouglo pour cette foire. Pour le directeur départemental chargé des relations avec les institutions, le travail de Kouglo Augustin est appréciable et conforte le Chef de l'Etat dans sa politique de promotion du bien-être des populations béninoises. Divers témoignages ont été recueillis sur l'efficacité du produit Kpata-Kpata Plus, ce produit qui a porté chance au stand de l'Ouémé-Plateau au cours de la journée des Osc 2010 et dont le trophée a été présenté par le récipiendaire. Occasion pour les invités de saluer les mérites de Dossou-Yovo Cossi Philibert comme le symbole de l'union des tradithérapeutes dans la recherche pour le bien-être des populations.



3°) Participation à la réunion de validation d'un certificat pour les OSC.

Dans le but mettre un certificat qui permettra aux JOSC de se faire remarquer et d'être considérées par les partenaires au développement, le Centre de promotion de la Société Civile en appui de l'Ecole de la formation à la vie associative de Paris, a organisé au cours des JOSC 2010 une première réunion de présentation et de validation du certificat des OSC.



Au cours de cette réunion, le conférencier au nom de xxxxxxxxxxxx a montré à l'égard des OSC présentes dont l'association COHUB, l'importance et les différents points essentiels que retiendra la formation ayant accès à ce certificat.



Après de mures réflexions et échanges, il a été retenu de cette réunion que le certificat certes, sera présenté au Ministre de Tutelle en charge de suivi des pour approbation avant que les formations ne soient lancées. Retenons que c'est formations pour la première année sera suivie par les en ligne. Rappelons que c'est la

salle de conférence du Centre de promotion de la société civile qui a servi de cadre à cette réunion. Et presque ou la quasi-totalité toutes les organisations présentes des journées des organisations de la société - éditions 2010 a répondu à 'appel des organisateurs. Ainsi c'est les organisations présentes en occurrence l'association COHUB qui avait eu le privilège d'assister à la présentation dudit projet de création d'un certificat pour les Osc. Ce sont les mêmes organisations présentes qui ont eu à valider l'étude du projet dudit certificat.



En somme la réunion a été fructueuse et les échanges entre les ocs présentes en ont été de même. Ainsi à partir de 2011, le projet sera finalisé est les formations à l'endroit des en occurrence celles qui ont été présentes lors de la présentation seront prioritaire à ce ont fait comprendre les organisateurs et le CPS.

4°) Participation aux réunions de préparation de la marche du 1^{er} décembre 2010 au Centre Culturel Américain.

Au même titre que les invitations reçues et répondues par l'association COHUB en 2010, retenons que nous avons répondu à l'appel de l'YBLA, entendue : Young Benin Business Leaders Association du Centre Culturel Américain dans le cadre de la participation à la marche de sensibilisation sur les discriminations et stigmatisations rencontrées par les personnes vivants avec le VIH (PVVIH) du 1^{er} décembre 2010.

Au cours des différentes réunions l'association COHUB a répondu présente avec une forte participation dans les travaux jusqu'au 1^{er} décembre 2010 jour de la dite marche. Rappelons que l'essentiel à retenir de la participation de l'association COHUB, c'est de pouvoir tisser un lien de partenariat avec l'YBLA et le Centre Culturel, représentant de la mission diplomatique américaine dans cette activité de collaboration entre organisations de jeunes.

Cette participation a permise à l'association COHUB de s'informer de l'existence d'une organisation de jeunes leaders béninois qu'est l'YBLA et de s'imprégner de ses activités et son importance au profit de ses membres qui majoritairement sont de jeunes volontaires.

Au terme de cette marche qui, démarrée à l'Etoile rouge et a échoué au Centre Culturel Américain, une série d'activités telles que : Communications diverses sur le SIDA, travaux en groupe en vue de ressortir des projets concrets réalisable en 2011.



5°) Participation aux activités de la sensibilisation du VIH/SIDA de l'association nationale des étudiants pour la lutte contre le SIDA.

Sur l'invitation de Mademoiselle Joannie Bewa, Coordonnatrice de YBLA, l'association COHUB a été invitée à participer à l'activité de sensibilisation de l'association sœur de jeunes « ANELS » entendue : Association Nationale des Jeunes

Etudiants pour la Lutte contre le SIDA et qui a participé à la marche du 1^{er} décembre 2010.

Répondant à l'appel de Mademoiselle Joannie Bewa, l'association COHUB a participé de façon effective à ladite activité. Rappelons que ladite activité a eu comme cadre l'Ecole Supérieure Sainte Félicité de Godomey.

Au cours de cette activité nous avons eu droit à une





communication des jeunes, membres de ladite Association ANELS sur leurs différentes recherches sur les comportements à risques non encore identifiés auprès de jeunes élève et étudiants face à la problématique du VIH/SIDA.

Aussi comprenons que cette communication a eu principalement comme cible, les étudiants de ladite université de Sainte Félicité. Les membres sont

pour la plupart des membres de ladite association.

6°) Participation d'une délégation appuyée par l'Association COHUB à la Conférence de la révision du Traité de Non-prolifération Nucléaire aux Etats-Unis.

Suite à la participation de la délégation appuyée, voici l'essentiel du document final de la Conférence. Informations collectées par les envoyés spéciaux des humanistes
Conférence de l'examen du TNP

16^e séance - après-midi

LA CONFÉRENCE DES PARTIES CHARGÉE D'EXAMINER LE TNP ADOPTE TROIS PLANS D'ACTION POUR L'ÉTABLISSEMENT D'UN MONDE EXEMPT D'ARMES NUCLÉAIRES

Elle recommande la convocation, en 2012, d'une conférence sur la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient, conformément à la résolution de 1995

La Conférence d'examen des Parties chargées d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) a adopté, aujourd'hui, le document final* de ses travaux, qui contient trois plans d'action portant sur les trois piliers du Traité, et des recommandations pour parvenir à la création au Moyen-Orient, d'une zone exempte d'armes nucléaires, comme recommandé par la résolution adoptée en 1995 sur la question.

Après quatre semaines de travaux, la Conférence, dont les travaux ont été marqués par la participation de 172 États parties au TNP, est parvenue à un accord comportant une série de recommandations destinées à relancer les efforts multilatéraux de désarmement nucléaire et de non-prolifération et à promouvoir le développement responsable des usages pacifiques de l'énergie nucléaire.

Figurent également dans le document final de la Conférence d'examen, des mesures pratiques pour mettre pleinement en œuvre la résolution de 1995 sur la création d'une zone exempte d'armes nucléaires et autres armes de destruction massive au Moyen-Orient. À cet égard, les Parties au TNP ont décidé, notamment, de l'organisation d'une conférence en 2012 sur la résolution de 1995,

appuyée par les États dotés de l'arme nucléaire et à laquelle devront participer tous les États de la région du Moyen-Orient sur la base d'accords librement consentis.

En vue de la tenue de la conférence de 2012, la Conférence d'examen demande au Secrétaire général de nommer un facilitateur chargé de mener des consultations avec l'ensemble des pays du Moyen-Orient. Le facilitateur devra de plus faire rapport sur les résultats de la conférence de 2012 lors de la prochaine conférence d'examen du TNP, en 2015. En outre, la Conférence rappelle la réaffirmation, par la Conférence d'examen de 2000, de l'importance qu'Israël adhère au TNP et place toutes ses installations nucléaires sous le régime de sauvegarde de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

** Le document adopté par les délégations à la Conférence d'examen sous la cote NPT/CONF.2010/L.2 n'était pas disponible en langue française au moment de son adoption. Il le sera à une date ultérieure.*

Concernant le premier pilier du TNP, à savoir le désarmement nucléaire, la Conférence d'examen de 2010 réaffirme l'importance de la pleine, efficace et urgente mise en œuvre de l'Article VI du TNP, qui porte sur l'élimination totale des arsenaux nucléaires. Les États parties reconnaissent aussi que cette élimination totale est la seule garantie absolue contre l'usage ou la menace de l'usage des armes nucléaires contre les États qui n'en sont pas dotés. Ils réaffirment l'importance vitale de l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE), en tant qu'élément fondamental du régime de non-prolifération et du désarmement nucléaire.

La Conférence réaffirme par ailleurs la nécessité urgente de commencer des négociations sur un traité interdisant la production des matières fissiles à des fins militaires.

Pour ce qui est du second pilier du TNP, la Conférence d'examen de 2010 souligne, entre autres, l'importance de résoudre, dans le seul cadre de l'AIEA, tous les cas de non-respect des obligations découlant des accords de garanties de cette Agence.

S'agissant du troisième pilier du TNP, les États parties réaffirment notamment que le Traité encourage le développement des usages pacifiques de l'énergie nucléaire, et ce, en fournissant un cadre de confiance et de coopération à l'intérieur duquel ses usages peuvent être réalisés.

Une trentaine de délégations ont pris la parole après l'adoption du document final.

Le représentant de l'Égypte, qui s'exprimait au nom du Mouvement des pays non alignés (MNA), a souligné que sur la question « cruciale » de l'application de la résolution de 1995 sur le Moyen-Orient, « le document final propose des mesures pratiques décisives pour que l'on avance sur la création d'une zone exempte de toute arme de destruction massive dans la région », un processus salué par le Secrétaire général des Nations Unies, M. Ban Ki-moon.

« Une telle décision n'aurait pas pu être possible sans le dévouement de tous les États parties au Traité, qui se sont engagés à traduire en actes les mesures préconisées », a noté le représentant de l'Égypte. Il s'est outre félicité de la réaffirmation de l'importance qu'Israël accède sans délais au TNP et place toutes ses installations nucléaires sous le régime de sauvegarde de l'AIEA. Ceci « confirme l'engagement résolu des Parties d'honorer les engagements pris lors des Conférences d'examen de 1995 et de 2000 ».

« Le document final vient appuyer le discours prononcé à Prague par le Président Barack Obama en faveur d'un monde dénucléarisé », a estimé pour sa part la représentante des États-Unis. « Ceux qui ne respectent pas les obligations internationales au titre du Traité doivent être sanctionnés », a encore jugé la représentante, pour qui « les Parties doivent également être tenues responsables des violations commises avant d'éventuels retraits du régime du TNP ». La représentante a salué le fait que le document final reconnaît la portée du nouvel accord START signé entre les États-Unis et la Fédération de Russie; la nécessité d'une entrée en vigueur rapide du TICE, ainsi que celle de débiter sans délais les négociations sur un traité d'interdiction de la production des matières fissiles à des fins militaires.

Pour ce qui est de la dénucléarisation du Moyen-Orient, elle a assuré que son pays participerait pleinement à l'organisation de la conférence de 2012, relative à la mise en œuvre de la résolution de 1995.

De son côté, le représentant de la République islamique d'Iran a déploré « les termes vagues » portant sur l'élaboration d'une convention sur les armes nucléaires d'ici 2025, une idée chère au Secrétaire général des Nations Unies, M. Ban Ki-moon. Quant à l'universalité du Traité, qui reste à atteindre, il a dénoncé le fait qu'aucune mesure concrète n'ait été adoptée pour pousser Israël à y adhérer, « ce qui continue d'empêcher la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient ».

Dans ses remarques de clôture, le Président de la Conférence d'examen de 2010, M. Libran Cabactulan, des Philippines, a déclaré que les États parties avaient réussi à s'unir, « en dépit des réalités politiques complexes, pour réaffirmer la nécessité de renforcer encore les trois piliers du TNP et de maintenir ainsi l'élan mondial en faveur d'un monde débarrassé du fléau des armes nucléaires ».

VII- DÉCLARATIONS APRÈS L'ADOPTION DU DOCUMENT FINAL

Le représentant de l'Égypte, prenant la parole au nom du Mouvement des pays non alignés, a souligné que sur la question cruciale de la mise en œuvre de la résolution de 1995 sur la création d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'armes de destruction massive au Moyen-Orient, dont l'adoption fut un élément décisif de la prorogation indéfinie du régime du TNP, le document final propose des mesures pratiques décisives pour que l'on avance sur la création de ce type de zone dénucléarisée dans la région. Une telle décision n'aurait pas pu être possible sans le dévouement de tous les États parties au Traité, qui se sont engagés à traduire en actes les mesures préconisées, a-t-il ajouté. Le représentant a en outre estimé que la réaffirmation, par la Conférence d'examen du TNP, de l'importance qu'Israël accède sans délais au TNP et place toutes ses installations nucléaires sous le régime de sauvegarde de l'AIEA, confirme l'engagement résolu des Parties d'honorer les engagements pris lors des Conférences d'examen de 1995 et de 2000.

Le représentant du Liban, qui représentait le Groupe des pays arabes, a salué l'adoption du document final de la Conférence d'examen du TNP de 2010, soulignant l'importance pour ce Groupe de pays du 4^{ème} paragraphe de la 2^{ème} partie, qui porte sur l'application de la résolution de 1995 sur la mise en place d'une zone exemptes d'armes nucléaires (ZEAN) au Moyen-Orient. Ce paragraphe prévoit un mécanisme clair pour l'application de mesures nécessaires à la création d'une telle zone et pour encourager Israël à adhérer au TNP en tant qu'État non nucléaire. En dépit du fait que le document final ne prend pas en considération plusieurs demandes du Groupe arabe, ce dernier a fait preuve de responsabilité et d'esprit de compromis, car il est conscient de l'importance du succès de cette Conférence, a expliqué le représentant.

La délégation de l'Espagne, qui prenait la parole au nom de l'Union européenne, s'est dite prête à commencer à travailler dès lundi, le 31 mai, sur la mise en pratique des recommandations de la Conférence, « afin d'assurer l'avenir des trois piliers du TNP et d'avancer en ce qui concerne la mise en œuvre de la résolution de 1995 sur la dénucléarisation du Moyen-Orient ».

La représentante des États-Unis a estimé que le document final venait appuyer le discours prononcé à Prague par le Président Barack Obama en faveur d'un monde dénucléarisé. Au cours des quatre semaines de négociations qui viennent de s'achever, nous avons travaillé dans un esprit de consensus en vue de restaurer la légitimité du TNP et de progresser vers l'objectif ultime de la création d'un monde sans armes nucléaires, a-t-elle ajouté. Ceux qui ne respectent pas les obligations internationales au titre du Traité doivent être sanctionnés, a encore jugé la représentante. Et les Parties doivent être tenues responsables des violations commises avant d'éventuels retraits du régime du TNP. La représentante a salué le fait que le document final reconnaît la portée du nouvel accord START signé entre les États-Unis et la Fédération de Russie; la nécessité d'une entrée en vigueur rapide du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE), ainsi que celle de débiter sans délais les négociations sur un traité d'interdiction de la production des matières fissiles à des fins militaires.

La représentante des États-Unis, qui a réaffirmé le rôle incontournable de l'AIEA en matière de vérification, a déclaré que « l'Iran est le seul pays présent dans cette

salle à être considéré par les gouverneurs de l'AIEA comme ne respectant pas ses accords de garanties généralisées ». Pour ce qui est de la dénucléarisation du Moyen-Orient, elle a assuré que son pays, qui a toujours appuyé la création d'une zone exempte de toute arme de destruction massive dans la région, participerait pleinement à l'organisation de la conférence de 2012, relative à la mise en œuvre de la résolution de 1995. Concernant la République populaire démocratique de Corée (RPDC), la représentante a affirmé que pour que ce pays retrouve une place dans le concert des nations, il doit abandonner son programme nucléaire, rejoindre le TNP qu'il a quitté et accepter de reprendre les pourparlers à Six.

Le représentant de la France a considéré que le document final adopté par la Conférence d'examen du TNP de 2010 offrait une feuille de route ambitieuse pour relancer la dynamique « de cet outil essentiel qu'est le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires ». Le succès de la Conférence est un succès collectif, témoignant de l'attachement de la communauté internationale au désarmement nucléaire, a-t-il souligné. Le représentant a noté que dans le document final on aurait pu aller plus loin sur les crises de prolifération en Iran et en République populaire démocratique de Corée, même si le soutien de la majorité des États à l'action de l'AIEA et du Conseil de sécurité sur ces dossiers ne fait aucun doute. Le représentant a aussi salué le fait que la Conférence venait de réaffirmer la nécessité de parvenir à un développement responsable du nucléaire civil et d'avancer, par le biais de la tenue d'une conférence en 2012, dans la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient.

Le représentant de la Chine a souligné qu'il a fallu attendre 10 ans pour que la Conférence d'examen du TNP puisse arriver à des résultats significatifs. L'adoption par consensus d'un document final renforce la crédibilité du TNP, mais il faut maintenant veiller à son application efficace pour ne pas compromettre le nouvel élan donné à la cause du désarmement et de la non-prolifération nucléaire, a-t-il préconisé. Pour sa part, la Chine est en faveur des négociations en cours sur la destruction de toutes les armes nucléaires et sur les assurances de sécurité négatives, et elle appuie l'idée de l'établissement d'un instrument international juridiquement contraignant sur la question. De plus, la Chine est favorable à la ratification du TICE et de son entrée en vigueur au plus tôt. Revenant sur la partie du texte final relative au Moyen-Orient, le représentant a appelé tous les États parties à appliquer les dispositions du document final sur ce point.

Le représentant de la Fédération de Russie a indiqué que son pays est heureux que cette Conférence d'examen du TNP ait été couronnée de succès par l'adoption d'un document final, qui arrête un plan d'action précis. Pour ce qui est de l'application de la résolution de 1995 sur une ZEAN au Moyen Orient, le représentant a noté que, pour la première fois en quinze ans, il a été possible de faire des progrès réels et de définir des étapes concrètes dans la mise en place de cette zone, et il a dit que sa délégation s'en félicite. Ces quatre dernières semaines ont permis de confirmer que le TNP reste la pierre angulaire du désarmement et de la non-prolifération nucléaires. L'atmosphère constructive qui a prévalu aux travaux de cette Conférence doit être maintenue dans l'application de ses recommandations, a-t-il souhaité.

Le représentant des Pays-Bas a indiqué que sa délégation appuyait les propos de la France.

Pour le représentant de l'Algérie, l'Accord obtenu au bout de quinze ans, sur l'application de la résolution de 1995 relative à la création d'une ZEAN au Moyen-Orient, constitue un résultat majeur. En effet, cet Accord prévoit des mesures concrètes en vue de satisfaire les conditions préalables et nécessaires à la mise en place d'une ZEAN au Moyen-Orient, a-t-il constaté. Saisissant cette occasion, le représentant a mis en avant la souplesse et l'esprit de consensus dont le Groupe arabe a fait preuve dans le cadre des négociations qui ont eu lieu sur ce point, avant de rendre également hommage aux efforts inlassables de l'Ambassadeur Kelly, de l'Irlande.

Le représentant du Japon a appuyé les propos des États-Unis, tout en ajoutant que les appels à des moratoires sur la production des matières fissiles et sur les essais nucléaires auraient dû figurer en meilleure place dans le document final.

Le représentant du Royaume-Uni a qualifié le document final de « percée après des décennies d'impasse sur les trois piliers du TNP et la dénucléarisation du Moyen-Orient ». Il faut rétablir la confiance qui doit sous-tendre la sécurité internationale, et nous devons considérer ce que nous avons décidé sur cette question comme étant un ensemble de possibilités positives, et non pas comme une menace », a-t-il dit.

Le représentant de Cuba a remarqué que cette Conférence d'examen a suscité beaucoup d'espoirs au sein de la communauté internationale, et que le fait d'avoir pu parvenir à un document final adopté par consensus est un pas satisfaisant dans la direction du désarmement nucléaire. Cependant, en dépit des recommandations adoptées, il y a encore une grande distance entre la rhétorique des États dotés d'armes nucléaires et la réalité, qui devrait se traduire par des actes, a-t-il noté. Pour Cuba, certaines demandes des pays du Mouvement des pays non alignés n'ont pas été reflétées dans le document final, notamment celle portant sur le choix d'une date limite pour le désarmement nucléaire total. Le fait de ne pas mentionner une date pour commencer les négociations sur une convention sur les armes nucléaires n'est pas encourageant. En plus, on n'exige même pas le retrait immédiat de ce type d'armes, appartenant aux États qui en sont dotés, mais cependant stationnées dans des États non nucléaires, a-t-il relevé. L'approche utilisée par certains pour édulcorer les termes du document final ne doit pas faire perdre de vue l'objectif du désarmement nucléaire total, a souligné le représentant de Cuba.

Le représentant de l'Autriche a estimé que la Conférence d'examen allait maintenir l'élan et l'optimisme actuels sur la question du désarmement.

Le représentant de la République islamique d'Iran s'est associé à la déclaration faite au nom du Mouvement des pays non alignés. Pour sa délégation, la Conférence d'examen 2010 n'a pas été à la hauteur des attentes de la communauté internationale, a-t-il dit, car le document final qui a été adopté n'a pas été assez loin sur toute une série de points importants. Le représentant a notamment mentionné le fait que le document ne prévoit pas une date limite pour la destruction et l'interdiction de l'amélioration de la capacité de destruction des armes nucléaires. Ce document dépeint une situation « trop rose », alors même que les États-Unis viennent d'annoncer leur intention d'investir des montants considérables dans l'amélioration de leurs arsenaux nucléaires. De plus ce texte ne spécifie pas que les États dotés d'armes atomiques doivent d'une

part changer leur doctrine militaire de dissuasion et retirer les armes nucléaires qu'ils stationnent dans des pays qui n'en sont pas eux-mêmes dotés.

L'Iran déplore également les termes vagues utilisés pour ce qui est du calendrier et de la tenue d'une hypothétique Convention sur les armes nucléaires d'ici 2025. Il aurait fallu que le document final aille plus loin, selon le délégué. Quant à l'universalité du Traité de non-prolifération, il a dénoncé qu'aucune mesure concrète n'ait été adoptée pour pousser Israël à y adhérer, ce qui est un revers, en particulier pour la possibilité de créer une ZEAN au Moyen-Orient.

Pour l'Iran, le texte est bien en dessous des attentes de la communauté internationale, a dit le délégué tout en reconnaissant que les mesures limitées qu'il prévoit sont toutefois un petit pas en avant. La délégation iranienne a rejoint le consensus aujourd'hui pour faire preuve de sa bonne volonté, a-t-il expliqué.

Le représentant de l'Australie a pleinement appuyé le document final, en saluant « l'ampleur des actions convenues et des plans d'action d'envergure », qui tiennent compte des conférences précédentes.

Le représentant de l'Argentine a déclaré que le document final constituait un pas en avant important malgré ses lacunes. En matière de désarmement nucléaire, le plan d'action prévu pourra orienter l'action collective, uniquement si les États dotés de l'arme nucléaire respectent leurs engagements, a-t-il estimé.

Le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne a estimé que le document final est satisfaisant aux yeux de la plupart des délégations, même si elles ont certaines réserves. Bien que ce document ne soit peut-être pas à la hauteur de toutes les attentes, il marque néanmoins un succès de la Conférence d'examen, a-t-il affirmé. La délégation libyenne avait néanmoins espéré un texte qui fixerait des dates précises pour le désarmement nucléaire et pour la création d'un mécanisme permettant de vérifier les arsenaux nucléaires des États qui en sont dotés. Sans un tel mécanisme, on ne saurait que retarder l'élimination totale des armes nucléaires, a-t-il estimé en rappelant que c'est l'objectif principal du TNP. La Libye a remarqué à regret que les grandes puissances nucléaires appliquent une politique de deux poids deux mesures pour ce qui est de la non-prolifération pour des raisons purement politiques, ce qui s'illustre notamment par le refus de certains de citer nommément un pays doté de l'arme nucléaire et qui n'a toujours pas adhéré au TNP, a dit le représentant. Cette attitude sape la crédibilité du TNP et justifie la non-adhésion de certains pays au Traité ou la possibilité qu'évoquent certains autres de s'en retirer, a-t-il ajouté. Il a enjoint Israël à immédiatement adhérer au TNP et à participer à la Conférence de 2012 sur la création d'une ZEAN au Moyen-Orient.

Pour le représentant de l'Afrique du Sud, le document final de la Conférence d'examen de 2010 reflète un nouveau consensus qui renforce la crédibilité du TNP et réaffirme l'équilibre entre ses trois piliers. Il a regretté cependant que sur de nombreux points, ce document ne corresponde pas aux attentes de sa délégation. Ce résultat n'est pas une fin en soi, a-t-il déclaré, mais marque plutôt le redémarrage d'un processus pour parvenir au désarmement nucléaire. Il a rendu hommage à l'esprit de partenariat et de consensus dont les délégations ont fait preuve tout au long des travaux de cette Conférence d'examen, qui sera jugée, selon lui, sur ses résultats.

Le représentant du Chili a réaffirmé que le TNP reste la pierre angulaire du régime de désarmement et de non-prolifération international. Le contenu du document final, même s'il n'est pas parfait, contient des éléments positifs pour aller de l'avant. Le message envoyé à cette Conférence d'examen a été partiellement reconnu, ce qui se traduit notamment par l'inclusion de la création d'une ZEAN au Moyen-Orient dans le document final, a estimé le représentant.

Le représentant du Canada a dit que le document final adopté aujourd'hui est une note d'espoir. Son plan d'action est un pas concret vers le désarmement nucléaire, a-t-il estimé. Le Canada voudrait pouvoir renforcer le processus d'examen du TNP et consolider l'appui au Traité pour parvenir à des résultats concrets à l'avenir.

Le représentant du Mexique a estimé que le document final constitue un résultat de consensus qui jette des ponts entre les différentes positions. Ce texte nous permettra au moins « de nous éloigner de la perspective d'une guerre nucléaire », a-t-il dit. Le pouvoir destructeur des armes nucléaires ne peut être limité ni dans le temps ni dans l'espace, et c'est pourquoi le Mexique ne cessera ses efforts et ses plaidoyers que lorsque le monde sera parvenu à un désarmement nucléaire total.

Le représentant de l'Indonésie s'est dit satisfait du résultat obtenu par cette Conférence d'examen. Il a souligné que les délibérations se sont déroulées dans une atmosphère constructive, ce qui a permis de dépasser l'échec de 2005. Les documents adoptés aujourd'hui représentent « un nouveau départ ouvrant la voie pour aller de l'avant » sur les voies du désarmement et de la non-prolifération nucléaires, a-t-il dit. Il faut maintenant mettre en œuvre toutes les décisions et recommandations adoptées sur les trois piliers du TNP.

Le représentant du Viet Nam, prenant la parole au nom des pays de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (ANASE), a exprimé sa satisfaction suite à l'adoption d'un document final adopté par consensus.

Pour le représentant du Brésil, le document final est équilibré, et sa délégation est prête à travailler sans relâche pour mettre en œuvre les dispositions qu'il contient, tant sur le plan national qu'international. Cette Conférence a été une épreuve décisive qui a confirmé la tendance actuelle d'un nouvel élan donné par la communauté internationale au désarmement et à la non-prolifération nucléaire, a-t-il dit. Il faut poursuivre et maintenir cet élan, en reprenant sans plus tarder les travaux de la Commission du désarmement, a-t-il ajouté.

Le représentant de la Colombie a fait part de sa satisfaction suite à l'adoption du document final par la Conférence d'examen. Après dix ans de paralysie, il a été enfin possible de sortir de l'impasse, a-t-il constaté en estimant que dans cinq ans, on pourra faire état de réalisations concrètes en matière de désarmement et de non-prolifération nucléaires.

Le représentant du Nigéria a estimé que l'issue de cette conférence est liée à l'environnement international favorable au désarmement nucléaire, et traduit ce qu'il est possible de faire lorsqu'il y a des intérêts communs. Il a félicité les délégations de la souplesse dont elles ont fait preuve aux cours des travaux de la Conférence.

Le représentant de la Norvège a dit que son pays est satisfait du fait que la Conférence se soit soldée par un résultat tangible, car il en allait de la crédibilité du TNP. La Norvège aurait voulu des mesures de non-prolifération plus fortes et un plan d'action plus ambitieux. Mais le document adopté aujourd'hui reste néanmoins satisfaisant, car il reflète le meilleur résultat possible, compte tenu des positions divergentes, a-t-il dit.

Le représentant de la République de Corée a estimé que le résultat remarquable obtenu par la Conférence d'examen 2010 dissipera tout doute possible sur la crédibilité du TNP à l'avenir. Notre délégation est très heureuse de la position ferme de la Conférence sur la République populaire et démocratique de Corée, a indiqué le représentant.

La représentante du Venezuela a fait part de la satisfaction de sa délégation face au résultat positif qu'il a été possible de réaliser par cette Conférence. Elle a lancé un appel aux puissances nucléaires pour qu'elles passent des discours à des actions concrètes en matière de désarmement nucléaire. Le Plan d'action ne fixe pas de calendrier précis pour parvenir au désarmement total, a-t-elle regretté, avant de demander la négociation d'un instrument juridiquement contraignant sur les garanties de sécurité négatives. Elle a également déploré qu'il n'ait pas été possible d'adopter un document sur la révision du TNP.

Le représentant du Soudan a estimé qu'un consensus sur un texte final est important parce que cela représente un progrès vers la mise en œuvre du TNP. Il a émis l'espoir de voir l'issue de cette Conférence donner un élan à la mise en œuvre de la résolution de 1995 sur la création d'une ZEAN au Moyen-Orient.

Le représentant de la République-Unie de Tanzanie a souscrit à la déclaration faite au nom du Mouvement des pays non alignés, en particulier pour ce qui est de l'application de la résolution de 1995. Il a également salué les dispositions du document final sur les usages civils de l'énergie nucléaire. Il a invité les puissances nucléaires à suivre l'exemple de l'Afrique du Sud, qui a détruit son arsenal nucléaire.

Le Haut Représentant du Secrétaire général pour les affaires de désarmement, M. SERGIO DUARTE, a, en fin de séance lu le message du Secrétaire général, M. Ban Ki-Moon à la clôture de la Conférence d'examen du TNP de 2010. (Voir communiqué de presse SG/SM/12925).

Déclaration des États-Unis d'Amérique, de la Fédération de Russie, de la France, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et de la République populaire de Chine à la Conférence d'examen 2010 du Traité sur la non prolifération des armes nucléaires

(Traduit de l'anglais)

1. Les États-Unis d'Amérique, la Fédération de Russie, la France, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et la République populaire de Chine réaffirment leur soutien ferme et indéfectible au Traité sur la non prolifération des armes nucléaires (TNP) à l'occasion de la 8^{ème} Conférence d'examen du Traité.

2. Le TNP est indispensable pour préserver la paix et la sécurité mondiale de la menace de prolifération des armes nucléaires. Il a bien servi la communauté internationale durant les quatre décennies écoulées. Il demeure le fondement du régime de non prolifération nucléaire, de la poursuite collective du désarmement nucléaire et des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire. Nous soulignons qu'il importe que tous les États mettent en œuvre et respectent intégralement le Traité, et nous réaffirmons notre engagement sans équivoque en faveur du Traité et de son renforcement lors de la conférence d'examen, afin qu'il puisse relever efficacement les défis actuels et pressants auxquels nous sommes confrontés.

3. Nous réaffirmons également notre détermination à donner suite aux résultats des Conférences d'examen de 1995 et 2000. Nous nous félicitons des débats constructifs et de l'atmosphère positive des comités préparatoires au 8^{ème} cycle d'examen, ainsi que de l'accord conclu à New York en mai 2009 sur l'ordre du jour et les règles de procédure de la Conférence d'examen. Nous estimons que tout cela, conjugué au succès du Sommet du Conseil de Sécurité des Nations Unies sur la non prolifération nucléaire et le désarmement nucléaire, ainsi que l'adoption unanime de la résolution 1887, démontre la volonté commune de la communauté internationale d'œuvrer à un monde plus sûr pour tous et à créer les conditions d'un monde sans armes nucléaires, conformément aux objectifs énoncés dans le TNP, d'une manière qui promeuve la stabilité internationale et sur la base du principe d'une sécurité non diminuée pour tous.

4. Nous attachons une grande importance à l'universalisation du TNP. Nous exhortons tous les États qui ne sont pas parties au traité à y adhérer en tant qu'États non dotés d'armes nucléaires et, en attendant leur adhésion, à en respecter les dispositions. Nous sommes prêts à travailler avec les États Parties afin de coopérer avec les non Parties en vue de réaliser cet objectif.

5. En tant qu'États dotés d'armes nucléaires, nous réaffirmons notre engagement durable à remplir nos obligations aux termes de l'article VI du TNP, ainsi que notre responsabilité continue de prendre des mesures concrètes et crédibles en vue d'un désarmement irréversible, comprenant des dispositions en matière de vérification. Nous rappelons nos discussions approfondies à Londres, en septembre 2009, sur les défis en matière de renforcement de la confiance, de vérification et de respect des obligations, liés à la réalisation de nouveaux progrès vers le désarmement et la non prolifération, ainsi que sur les mesures permettant de répondre à ces défis. Nous rappelons les progrès et les efforts sans précédent accomplis par les États dotés d'armes nucléaires en matière de réduction des armements nucléaires, de désarmement, de renforcement de la confiance et de transparence depuis la fin de la Guerre froide, et notons avec satisfaction que les stocks d'armements nucléaires n'ont jamais atteint des niveaux aussi bas au cours du demi-siècle écoulé. Nos contributions individuelles aux efforts systématiques et progressifs déployés en ce sens ont été et seront soulignés par chacun d'entre nous. Tous les autres États doivent contribuer à la réalisation de ces objectifs de désarmement en créant l'environnement de sécurité requis, en apaisant les tensions régionales, en promouvant la sécurité collective et en réalisant des progrès dans tous les domaines du désarmement.

6. Nous soutenons le Traité conclu entre les États-Unis d'Amérique et la Fédération de Russie sur des mesures visant à de nouvelles réductions et limitations des armements stratégiques offensifs signé le 8 avril 2010 à Prague (« New Start »).

Lorsque ce traité aura été intégralement mis en œuvre, le nombre d'armes nucléaires déployées n'aura jamais été aussi bas depuis les années 1950. Nous considérons qu'il constitue une mesure importante dans la mise en œuvre de l'article VI, qui promouvra la stabilité internationale et une sécurité non diminuée pour tous grâce à la confiance mutuelle, l'ouverture, la prévisibilité et la coopération, et contribuera ainsi à créer les conditions permettant de progresser vers nos objectifs de désarmement et d'édifier une base solide pour répondre aux menaces que représentent la prolifération nucléaire et le terrorisme nucléaire.

7. Nous réaffirmons notre détermination à maintenir nos moratoires respectifs sur les explosions nucléaires expérimentales avant l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE) et appelons tous les États à s'abstenir de procéder à une explosion expérimentale d'arme nucléaire. Ces moratoires, bien qu'importants, ne se substituent pas à des engagements juridiquement contraignants dans le cadre du TICE. Nous poursuivrons nos efforts visant à une entrée en vigueur rapide du TICE et à assurer son universalité et invitons tous les États qui ne l'ont pas encore fait à signer et ratifier ce traité. Nous reconnaissons qu'un élément clé de la mise en œuvre effective de l'article VI et de la prévention de la prolifération nucléaire est la négociation du traité sur l'interdiction de la production de matières fissiles pour les armes nucléaires (FMCT). Un FMCT contribuerait à l'arrêt de la production des composants essentiels nécessaires pour les armes nucléaires. Nous appelons à un démarrage rapide des négociations sur le FMCT à la Conférence sur le désarmement.

8. Nous soulignons l'importance de l'interdiction des armes chimiques, biologiques et à toxines pour réaliser l'objectif de l'article VI et engageons vivement tous les États qui ne l'ont pas encore fait à signer, ratifier et mettre en œuvre la Convention sur les armes chimiques et la Convention sur les armes biologiques et à toxines.

9. La prolifération des armes nucléaires sape la sécurité de tous les pays. Elle fait reculer la cause du désarmement, en particulier du désarmement nucléaire, et compromet les perspectives de renforcement de la coopération internationale en matière d'énergie nucléaire, notamment le rôle que nous souhaitons voir jouer à une telle coopération pour lutter contre le changement climatique et assurer un développement durable de l'énergie nucléaire. Nous réaffirmons que tous les États parties doivent veiller à s'acquitter strictement de leurs obligations en matière de non prolifération au titre du TNP et œuvrer activement à faire en sorte que les autres respectent les leurs.

10. Les risques de prolifération que présente le programme nucléaire iranien demeurent une grave source de préoccupation pour nous. Nous soulignons qu'il importe que l'Iran se conforme intégralement et immédiatement à ses obligations internationales. Nous exhortons l'Iran à répondre aux préoccupations de la communauté internationale en se conformant promptement et intégralement aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations Unies et aux exigences de l'Agence internationale de l'Énergie atomique (AIEA). Nous réaffirmons notre ferme soutien aux engagements pris dans le cadre des Pourparlers à Six et engageons vivement la République populaire démocratique de Corée à les respecter, notamment la dénucléarisation complète et vérifiable de la péninsule coréenne conformément à la déclaration commune de septembre 2005, et nous réaffirmons notre ferme appui aux Pourparlers à Six. Nous

demeurons résolus à parvenir à un règlement satisfaisant de ces dossiers par des moyens diplomatiques.

11. Nous soulignons l'importance fondamentale d'un système efficace de garanties de l'AIEA pour prévenir la prolifération nucléaire et faciliter la coopération dans le domaine de l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. Nous appelons les États non dotés d'armes nucléaires qui ne l'ont pas encore fait à mettre en œuvre dès que possible un accord de garanties généralisées, ainsi que le prévoit l'article III, ou un protocole modifié sur de petites quantités. Nous nous félicitons du fait que 131 États aient signé un protocole additionnel et que 98 États en appliquent un. Nous prenons acte de la position de l'AIEA selon laquelle elle ne peut vérifier de manière crédible l'absence d'activités nucléaires non déclarées sans un protocole additionnel, et appelons tous les États qui ne l'ont pas encore fait à prendre les mesures nécessaires pour appliquer le protocole. Nous estimons que l'accord de garanties généralisées assorti d'un protocole additionnel devrait devenir la norme de vérification universellement reconnue et sommes prêts à offrir le soutien nécessaire. Nous affirmons notre appui au nouveau directeur général de l'AIEA et collaborerons avec lui afin d'accroître les capacités de l'Agence. Nous demeurons résolus à faire en sorte que l'AIEA soit dotée des ressources et de l'autorité nécessaires pour s'acquitter de ses responsabilités en matière de garanties, notamment détecter et dissuader toute violation. Conformément au statut de l'AIEA, lorsqu'une violation est établie par le conseil des gouverneurs de l'AIEA, l'affaire devrait être portée à l'attention immédiate du Conseil de Sécurité des Nations Unies qui appréciera si elle constitue une menace pour la paix et la sécurité internationales. Nous soulignons la responsabilité première du Conseil de sécurité de lutter contre ces menaces.

12. Les zones exemptes d'armes nucléaires qui sont établies conformément à l'article VII du Traité et aux directives adoptées lors de la session de 1999 de la Commission du désarmement des Nations Unies, et qui sont pleinement respectées, ont apporté et continuent à apporter une contribution importante au renforcement du régime international de non prolifération nucléaire sous tous ses aspects, ainsi qu'à la réalisation du désarmement nucléaire et à l'objectif ultime d'un désarmement général et complet sous un contrôle international effectif. Nous sommes favorables à des consultations et une coopération accrues entre les Parties aux zones existantes et appelons à étudier la possibilité de créer de nouvelles zones, lorsque c'est approprié, et conforme aux souhaits des États régionaux. Nous reconnaissons qu'il est important de créer des zones régionales exemptes d'armes de destruction massive. Nous accueillons favorablement un dialogue visant à résoudre les questions pendantes liées aux zones dénucléarisées.

13. Nous sommes attachés à une mise en œuvre intégrale de la résolution sur le Moyen-Orient adoptée en 1995 par les États parties au TNP et appuyons tous les efforts en cours à cette fin. Nous sommes prêts à examiner toutes les propositions pertinentes au cours de la Conférence d'examen afin de parvenir à une décision agréée visant à prendre des mesures concrètes en ce sens.

14. Nous prions instamment tous les États de prendre chacun toutes les mesures appropriées en accord avec les autorités et la législation nationales, et conformément au droit international, en vue d'empêcher le financement de la prolifération et les transports proliférant, de renforcer les contrôles à l'exportation,

de sécuriser les matières sensibles et de contrôler les transferts de technologies intangibles. Nous réaffirmons notre soutien au Groupe des Fournisseurs nucléaires et au Comité Zangger et notons le rôle important de ces deux mécanismes internationaux de contrôle des exportations pour la sauvegarde du régime de non prolifération nucléaire.

15. En 1995, nous avons publié des déclarations séparées sur les assurances de sécurité, qui ont été notées dans la résolution 984 (1995) du Conseil de sécurité des Nations Unies. Certains d'entre nous ont, par la suite, émis des déclarations sur leurs assurances. Nous notons l'importance attachée par les États non dotés d'armes nucléaires aux assurances de sécurité et le rôle de ces dernières dans le renforcement du régime de non prolifération. Nous sommes prêts à engager des discussions de fond sur les assurances de sécurité à la Conférence du désarmement.

16. Nous estimons que la menace que fait peser l'ambition d'acteurs non étatiques d'acquérir des matières fissiles ou des armes nucléaires a modifié la nature du défi posé par la prolifération. Cette menace est à la fois réelle et urgente. Nous soulignons que l'acquisition d'armes nucléaires ou de matières connexes et d'expertise technique par des acteurs non étatiques constituerait une menace pour la paix et la sécurité internationale. Nous réaffirmons l'importance d'une mise en œuvre intégrale des résolutions 1540 (2004), 1673 (2006) et 1810 (2008) du Conseil de sécurité des Nations Unies, ainsi que de la Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire. Nous appelons tous les États parties à ratifier l'amendement à la Convention sur la protection physique des matières nucléaires, afin d'obtenir les deux tiers de ratifications nécessaires pour que cet amendement puisse entrer en vigueur. Nous invitons les États parties à développer et soutenir une action mondiale coordonnée en matière de sécurité nucléaire, qui fait partie intégrante de l'approche de la communauté internationale concernant l'agenda nucléaire global. Nous réitérons notre engagement pris lors du Sommet sur la sécurité nucléaire de 2010 de renforcer la sécurité nucléaire et de réduire la menace de terrorisme nucléaire. Nous saluons l'appel du président Obama à sécuriser toutes les matières nucléaires vulnérables dans un délai de quatre ans et nous y rallions.

17. Nous reconnaissons le droit inaliénable de tous les États parties au TNP, reconnu à son article IV, de développer la recherche, la production et l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, sans discrimination et conformément aux dispositions pertinentes du traité et aux principes pertinents sur les garanties. Nous relevons la demande croissante d'énergie nucléaire et soulignons son potentiel pour lutter contre le changement climatique, faciliter la réalisation des Objectifs de Développement du Millénaire et le développement durable, assurer la sécurité énergétique ainsi que pour des applications non électriques essentielles telles que la médecine nucléaire, l'agriculture et l'industrie. Nous soulignons l'importance particulière de la coopération internationale, tant par l'intermédiaire de l'AIEA qu'au niveau bilatéral, pour les États parties qui ne maîtrisent pas les technologies nucléaires. Nous sommes disposés à œuvrer activement avec les États parties souhaitant développer l'énergie nucléaire à des fins pacifiques en accord avec leurs obligations au titre du TNP et des garanties de l'AIEA. Nous saluons l'issue de la Conférence de Paris de mars 2010 sur l'accès à l'énergie nucléaire civile ainsi que les échanges fructueux sur les défis et les opportunités liés au développement durable de l'énergie nucléaire.

18. Nous appelons au développement de l'énergie nucléaire dans une culture d'ouverture et de transparence renforçant la confiance entre voisins, et soulignons la nécessité de promouvoir le développement durable de l'énergie nucléaire à des fins pacifique dans un cadre garantissant effectivement la sûreté, la sécurité, la non prolifération ainsi que des arrangements appropriés en matière de responsabilité nucléaire civile au bénéfice de tous. Nous saluons les travaux de l'Agence internationale de l'Énergie atomique pour définir des approches multilatérales du cycle du combustible nucléaire, y compris des garanties d'approvisionnement en combustible nucléaire et des mesures associées, comme moyen efficace de faciliter la coopération nucléaire conformément à l'article VI et de répondre au besoin croissant de combustible nucléaire et de services dans ce domaine, de préserver le marché concurrentiel ouvert, de répondre aux véritables besoins des clients et de renforcer la non prolifération. Nous prenons note des diverses propositions afférentes qui ont été présentées et nous nous félicitons de l'approbation, par le Conseil des Gouverneurs de l'AIEA, de l'initiative de la Fédération de Russie ainsi que de la signature, le 29 mars 2010, de l'Accord entre l'AIEA et le Gouvernement de la Fédération de Russie en vue d'établir une réserve d'uranium faiblement enrichi fournie à l'AIEA pour ses États membres. Nous engageons vivement le Conseil des Gouverneurs à convenir dès que possible de nouvelles mesures à cette fin.

19. Les États parties ont le droit de se retirer du TNP en vertu de l'article X. Toutefois, nous appelons le Conseil de Sécurité des Nations Unies à traiter sans tarder toute notification de retrait du traité adressée par tout État partie, y compris les événements décrits dans la notification de retrait dudit État, requise en vertu de l'article X. Un État partie demeure responsable au regard du droit international des violations du TNP commises avant son retrait. Nous sommes favorables à des discussions sur les modalités selon lesquelles les États parties au TNP pourraient collectivement répondre à toute notification de retrait, y compris sur la cession des équipements et matières acquis ou développés durant son appartenance au TNP. En même temps, nous sommes convaincus que toute décision prise concernant un retrait du TNP ne devrait pas aboutir à la révision de l'article X, à rouvrir le texte du traité ou à saper les principes et normes du droit international généralement reconnus.

20. La recherche d'un monde plus sûr pour tous et la création des conditions d'un monde sans armes nucléaires conformément aux objectifs du TNP exigeront une coopération internationale déterminée, à long terme, fondée sur l'intérêt commun. Notre attachement à cet objectif est inébranlable. Nous appelons tous les États parties à saisir l'occasion de la Conférence d'examen pour renforcer encore le régime international de non prolifération nucléaire en recommandant une série de mesures concrètes, réalistes et réalisables, sur la base d'un équilibre entre les trois piliers du traité qui se renforcent mutuellement, en vue d'intensifier les efforts internationaux de lutte contre la prolifération, de réaliser des progrès démontrables en matière de désarmement, et de partager les bienfaits de la coopération nucléaire pacifique. Nous coopérerons étroitement avec les États parties, au cours de la Conférence et au-delà de celle-ci, en vue de réaliser les objectifs du TNP et les buts convenus lors de cette Conférence.

PARTIE II

RAPPORT FINANCIER

PARTIE II - RAPPORT FINANCIER

I - INTRODUCTION

Dans le cadre de la réalisation des activités en 2010, une certaine dépense a été effectuée. Bien que les moyens de l'association aient été limités, nous avons essayé quand même de mener des actions sur propres financement des membres.

Nous essayerons de les détailler selon les types d'activités narrés en dessus du présent rapport d'activité 2010. Pour ce fait nous :

II - POINTS FINANCIERS DES ACTIONS.

1- Pour le compte la gestion des affaires de l'association au niveau de l'administration

N°	Libellé de dépense	Budget prévu	Budget dépensé	Taux de conso
1.1	Charges de gestion	560.000 FCFA	400.000 FCFA	71,42 %
1.2	Charges salariales	320.000 FCFA	200.000 FCFA	62,50 %
1.3	Charges de formations	200.000 FCFA	0 FCFA	0 %
1.4	Charges de matériels	1.500.000 FCFA	510.000 FCFA	20,66 %
1.5	Autres charges	320.000 FCFA	0 FCFA	00,00 %
Total des dépenses		2.900.000 FCFA	1.110.000 FCFA	38,27 %

2- Pour le compte de la Coordination en charge de lutte contre le VIH/SIDA

N°	Libellé de dépense	Budget prévu	Budget dépensé	Taux de conso
2.1	Sensibilisation VIH/SIDA à Lokossa	150.000 FCFA	97.000 FCFA	64,66%
2.2	Causerie débats sur le VIH/SIDA	100.000 FCFA	62.000 FCFA	62,00%
2.3	Projet YCAA - 2010	300.000 FCFA	230.500 FCFA	76,83%
2.4	Commémoration de la JMS 2010 – Partenariat YBLA - CCA	150.000 FCFA	81.000 FCFA	54,00%
2.5	Autres charges	100.000 FCFA	22.000 FCFA	22,00%
Total des dépenses		800.000 FCFA	492.500 FCFA	61,56 %

Commentaires : Les budgets prévus sont les budgets que l'association COHUB a arrêté afin de concrétiser l'action tandis que celui dépensé est celui qui à défaut de la totalité prévue a pu être dépensé pour l'atteinte des objectifs fixés.

Remarque : Retenez que les budgets dépensés ont été ceux par les différents membres et personnes de bonne volonté ayant vu la pertinence des actions suscitées et menées pour les jeunes rencontrés à divers niveaux de 2010.

3°) Coordination chargée de l'environnement et du développement durable

N°	Libellé de dépense	Budget prévu	Budget dépensé	Taux de conso
3.1	Visite de salubrité au CNHU de Cotonou	150.000 FCFA	111.000 FCFA	74,00%
3.2	Visite de salubrité au centre psychiatrique de Jacquot	100.000 FCFA	89.620 FCFA	89,62%
3.3	Acquisitions de matériels	34.000 FCFA	12.000 FCFA	35,28%
3.4	Déjeuner + Collation	50.000 FCFA	41.000 FCFA	82,00%
3.5	Autres charges	20.000 FCFA	17.000 FCFA	85,00%
Total des dépenses		354.000 FCFA	270.620 FCFA	76,44%

Commentaires : Les budgets prévus sont les budgets que l'association COHUB a arrêté afin de concrétiser l'action tandis que celui dépensé est celui qui à défaut de la totalité prévue a pu être dépensé pour l'atteinte des objectifs fixés.

Pour cette coordination, rappelons que c'est seulement un projet pilote que nous n'avons établi afin de vous notre performance de volontaires en ce qui concerne la réalisation de projet de protection de l'environnement.

Remarque : Retenez que les budgets dépensés ont été ceux par les différents membres et personnes de bonne volonté ayant vu la pertinence des actions suscitées et menées pour les jeunes rencontrés à divers niveaux de 2010. Aucun financement n'a été obtenu dans le cadre de la réalisation des actions de la présente coordination. Cette non obtention de financement est dû au fait que nous n'avons pas adressé une lettre de demande de financement à l'endroit des partenaires potentiels qui travaillent dans le domaine de la protection de l'environnement comme par exemple, le ministère de l'environnement et de la protection de la nature et avec ses directions techniques en matière de protection de l'environnement.

III- AUTRES ACTIVITES

4) Participation à la remise de prix aux lauréat des JOSC 2008 et 2009 58.000 FCFA

N°	Libellé de dépense	Budget prévu	Budget dépensé	Taux de conso
4.1	Frais de déplacement	10.000 FCFA	7.000 FCFA	70%

4.2	Album photos	20.000 FCFA	20.000 FCFA	100%
4.3	Journaliste + publication	30.000 FCFA	23.000 FCFA	76,66%
4.4	Autres charges	10.000 FCFA	8.000 FCFA	80,00%
Total des dépenses		70.000 FCFA	58.000 FCFA	82,85%

5°) Participation aux JOSCS 2010

N°	Libellé de dépense	Budget prévu	Budget dépensé	Taux de conso
5.1	Location de stand	20.000 FCFA	20.000 FCFA	100%
5.2	Tee-shirt	24.000 FCFA	24.000 FCFA	100%
5.3	Badges	24.000 FCFA	24.000 FCFA	100%
5.4	Casquettes	24.000 FCFA	24.000 FCFA	100%
5.5	Primes et perdiems	60.000 FCFA	60.000 FCFA	100%
5.6	Transport de matériels	30.000 FCFA	21.500 FCFA	71,66 %
5.7	Autres charges	30.000 FCFA	28.630 FCFA	95,43 %
Total des dépenses		212.000 FCFA	202.130 FCFA	95,34 %

6°) Participation à la réunion de validation d'un certificat pour les OSC.

N°	Libellé de dépense	Budget prévu	Budget dépensé	Taux de conso
6.1	Prime de participation	30.000 FCFA	30.000 FCFA	100%
6.2	Frais de déplacement	10.000 FCFA	10.000 FCFA	100%
6.3	Autres charges	10.000 FCFA	10.000 FCFA	100%
Total des dépenses		50.000 FCFA	50.000 FCFA	100%

Commentaires : Les budgets prévus et utilisés sont ceux apportés par les membres de l'association COHUB. Tous ces financements inscrits et réalisés à hauteur de 100% ont été ceux remarqués utiles et planifiés.

Remarque : Retenez que les budgets dépensés ont été ceux financièrement par les différents membres et personnes de bonne volonté ayant vu la pertinence de la participation à cette réunion. Aussi il est important de rappeler que la participation à cette réunion n'a pas été programmée dans le plan d'action 2010 mais ayant trouvé sa pertinence, ensemble avec les membres, nous avons décidé d'y participer et ainsi d'y attribuer un financement.

7°) Participation aux réunions de préparation de la marche du 1^{er} décembre 2010 au Centre Culturel Américain.

N°	Libellé de dépense	Budget prévu	Budget dépensé	Taux de conso
7.1	Frais de déplacement	20.000 FCFA	20.000 FCFA	100%
7.2	Primes et perdiems	20.000 FCFA	20.000 FCFA	100%
7.3	Autres charges	10.000 FCFA	10.000 FCFA	100%
Total des dépenses		50.000 FCFA	50.000 FCFA	100%

8°) Participation aux activités de la sensibilisation du VIH/SIDA de l'association nationale des étudiants pour la lutte contre le SIDA.

N°	Libellé de dépense	Budget prévu	Budget dépensé	Taux de conso
8.1	Frais de déplacement	10.000 FCFA	10.000 FCFA	100%
8.2	Autres charges	0 FCFA	0 FCFA	0%
Total des dépenses		10.000 FCFA	10.000 FCFA	100%

9°) Participation d'une délégation appuyée par l'Association COHUB à la Conférence de la révision du Traité de Non-prolifération Nucléaire aux Etats-Unis.

N°	Libellé de dépense	Budget prévu	Budget dépensé	Taux de conso
9.1	Demande de visa	195.000 FCFA	130.000 FCFA	66,66%
9.2	Préparation documentaire	120.000 FCFA	58.000 FCFA	48,33%
9.3	Envoi de cotisation appui délégation officielle	200.000 FCFA	100.000 FCFA	50,00%
9.4	Frais de réception de compte rendu et rapports finaux de la conférence	50.000 FCFA	32.800 FCFA	65,60%
9.5	Autres charges	100.000 FCFA	68.500 FCFA	68,50%
Total des dépenses		665.000 FCFA	389.300 FCFA	100%

Commentaire : Les budgets prévus et dépensés au niveau de la conférence de TNP 2010 tenue à New York ont été ainsi parce que, les mobilisations financière n'ont pas été bien fructueuses. Si bien que nous avons été obligés malgré la demande de visa refusé par deux (2) de nos délégués faute de temps impartis, appuyer les délégations officielles arrêtées sur le plan international.

IV- TABLEAU RECAPITULATIF DES DIVERS FINANCEMENTS QUI ONT SERVI A LA REALISATION DES ACTIVITES AU COURS DE L'ANNEE 2010.

N° d'ordre	Libellé de dépense	Budget dépensé
1	Pour le compte la gestion des affaires de l'association au niveau de l'administration	1.110.000 FCFA
2	Pour le compte de la Coordination en charge de lutte contre le VIH/SIDA	492.500 FCFA
3	Coordination chargée de l'environnement et du développement durable	270.620 FCFA
4	Participation à la remise de prix aux lauréats des JOSC 2008 et 2009	58.000 FCFA
5	Participation aux JOSC 2010	202.130 FCFA
6	Participation à la réunion de validation d'un certificat pour les OSC	50.000 FCFA
7	Participation aux réunions de préparation de la marche du 1 ^{er} décembre 2010 au Centre Culturel Américain	50.000 FCFA
8	Participation aux activités de la sensibilisation du VIH/SIDA de l'association nationale des étudiants pour la lutte contre le SIDA	10.000 FCFA
9	Participation d'une délégation appuyée par l'Association COHUB à la Conférence de la révision du Traité de Non-prolifération Nucléaire aux Etats-Unis	389.300 FCFA
TOTAL DES DEPENSES EN 2010		2.632.550 FCFA

V- TABLEAU RECAPITULATIF DES DIVERSES SOURCES D'APPUI FINANCIERS OBTENUS ET QUI ONT SERVI A LA REALISATION DES ACTIVITES AU COURS DE L'ANNEE 2010.

N° d'ordre	Libellé de d'appuis	Budget dépensé	Sources de financement
1	Cotisation Diverses	328.000 FCFA	Membres de l'asso
2	Sponsoring pour Conférence TNP 2010	300.000 FCFA	Port Autonome de Cotonou
3	Don de matériel informatique	770.000 FCFA	(CPSC-BENIN)
4	Autres divers appuis financiers reçus	1.234.550 FCFA	Personnes de bonne volonté
TOTAL DES DEPENSES EN 2010		2.632.550 FCFA	---

VI - COMPARAISON DES ACTIONS PREVUES ET CELLES MENEES.

Regardant les différentes actions fixées pour le compte de l'année 2010 et celles réalisées, nous pouvons faire certaines comparaisons qui sont les suivantes :

1°) Au niveau de la gestion administration

Il a été prévu la construction du siège de l'association, la dotation dudit siège des matériels informatiques, d'internet, d'une bibliothèque et d'autres importantes choses pour la gestion de l'association COHUB.

De ce qui a été prévu et de ce qui a été réalisé, nous dirons que l'écart est très grand et cette raison est due au manque crucial de moyens et aux faibles appuis financiers. Rappelons aussi que cette faible réalisation a été due aussi par la faible adresse de demande de financement à l'endroit des partenaires.

2°) Au niveau des diverses coordinations thématiques

Dans le cadre de la réalisation des activités au niveau des diverses coordinations thématiques, il a été prévu l'exécution de certains nombres de projets à savoir :

- Formation de jeunes leaders scolarisés ou non sur la problématique du VIH/SIDA
- Communication sur la non-violence dans 20 différents écoles, collèges et universitaires
- Participation à des séances de formations et de renforcement des capacités.
- Participation aux Journées des Organisations de la Société Civile – Editions 2010
- Réalisation de conférence de la paix et de formation de jeunes.
- Réalisation de projets de lutte contre le VIH/SIDA.
- Réalisation de certains documents stratégiques de gestion et visite de terrain pour le compte de la mise en œuvre de projets de développement durable.
- Réalisation de visite aux malades de certains centres d'hospitalisation.

Eu égard de toutes les différentes prestations prévues à réaliser au profit de l'année 2010, rappelons que c'est seulement quelques unes qui ont été objet de réalisations. La majorité des activités n'ont pas connu leur réalisation faute de moyens adéquats manquant qui s'observent au sein de notre association. Ce manque tel que préciser en haut est du au faible taux de sollicitation de financement adressée aux partenaires au développement en République du Bénin. Aussi compte tenu de la crise économique et financière international qui sévit tous les pays du monde en général et ceux en développement dont le Bénin en particulier.

3°) Au niveau des différents voyages.

Aussi nous avons prévu quatre (4) grands voyages à l'extérieur notamment sur Punta de Vacas en Argentine dans le cadre de la clôture de la Marche Mondiale pour la Paix et la Non-violence, sur New-York aux Etats-Unis dans le cadre de la Conférence de révision du Traité de la non prolifération nucléaire, à Paris en France dans le cadre de visite du Centre Education Humaniste et de mobilisation des ouvrages et matériels pour le compte de l'association. Enfin voyage sur Abidjan en Côte d'Ivoire dans le cadre du Forum Africain sur la non-violence.

Concernant cette partie d'activités prévues, rappelons qu'aucune d'entre ces actions n'a été réalisé donc aucun voyage effectué.

VII – DIFFICULTES RENCONTREES

Au cours de 2010, retenons certes que des actions ont été menées mais qu'aucune des réalisations des actions n'a été effective sans la moindre difficulté. Entre autre les difficultés, retenons que :

- le manque de moyens financiers fait partie des plus récurrents.
- la faible sollicitation des partenaires à divers niveaux en qui travaillent dans le domaine d'actions fixés par nos différents projets et actions.
- les retards parfois enregistrés dans nos procédures de rencontres.
- le délai impartis quasiment insuffisants pour les demandes de financement.
- le manque crucial et notoire de matériels, les moindres.
- le manque de ressources humaines adéquates et qualifiées pour la conduite des actions et pour leur suivi-évaluation.
- le manque de renforcement de capacités.
- les temps tardifs pris par les partenaires avant de nous répondre.
- l'inexistence de cadre adéquat pour la réflexion entre volontaires avant la réalisation des activités.
- le financement voire très souvent tardif des membres de l'association dont une minorité seulement dispose d'emploi.

VIII - RECOMMANDATIONS

En dépit des difficultés rencontrées au cours de l'année 2010 avant la réalisation de quelques unes activités présentes dans le présent rapport, retenons que nous pouvons nous permettre le luxe de faire quelques recommandations à l'endroit de quatre principales cibles à savoir :

- à l'endroit des partenaires qui nous avaient appuyé au cours des années 2008 et 2009 notamment l'ONUSIDA, le PSI/ABMS, l'OCAL, le CNLS, le PNLS, le PPMLS II, de bien vouloir nous assister plus financièrement, techniquement que matériellement selon leur possibilité au cours de l'année 2011 surtout sur les actions de lutte contre le SIDA. Aussi nous voudrions demander que nous avons besoin des séances de renforcement de capacités et de formations à l'endroit de notre association, ses membres, ses volontaires et surtout l'équipe de la coordination thématique chargée de lutte contre le SIDA auprès des jeunes.
- à l'endroit des nouveaux partenaires à solliciter afin que tous les minimes projets prévus pour le compte de l'année d'exercice 2011 soient réalisés.
- à l'endroit des membres, des volontaires et des responsables à divers niveaux de faire les prochaines fois preuve de vite envoyer les correspondances aux partenaires trois (3) ou un (1) mois à l'avance de la période prévue pour la réalisation de leur actions.
- à l'endroit des personnes de bonne volonté de l'association, de bien vouloir nous vous recommandons de faire l'effort de nous réserver une attention particulière dans le cadre de la réalisation des activités fixées au programme 2011.

IX – REMERCIEMENTS

D'après les différentes rubriques abordées, nous tenons enfin à remercier certaines catégories de personnes (morales & physiques) sans lesquelles, les actions prévues au programme 2010 ne seraient réalisées. Il s'agira de :

- Port Autonome de Cotonou, qui a essayé de nous appuyer d'un montant de trois cents (300.000) FCFA pour le compte du voyage de la délégation humaniste à la Conférence du Traité de Non-prolifération nucléaire.
- La délégation de l'Association Monde sans guerre et sans violence qui a été représentantes de l'Association COHUB à la Conférence du TNP 2010.
- Centre de Promotion de la Société Civile qui a doté notre association d'un ordinateur de table flambant neuf.
- la mission américaine en occurrence le Centre Culturel Américain qui nous a offert d'une part ses locaux qui ont servi de cadre aux différentes réunions tenues avant la réalisation de la marche du 1^{er} décembre 2010. D'autre part pour son organisation de la marche de jeunes contre les formes de discriminations et de stigmatisations que sont victimes les personnes vivant avec le SIDA.
- l'Association appelée en YBLA (Younger Benin Business Leaders Association) à qui tout le privilège d'organisation de la marche du 1^{er} décembre 2010 a été donné.
- toutes les associations de jeunes présentes à la marche du 1^{er} décembre 2010.
- tous les membres et volontaires de l'association COHUB qui n'ont ménagé aucun effort afin de répondre présent aux sollicitations de leur association.
- tous les membres volontaires qui ont toujours apporté leur soutien financiers, matériels et énergétique au profit de la réalisation des quelques actions menées.
- tous les partenaires personnes physique et morales qui ont compris d'un moment à l'autre les idéaux au niveau chaque activité et qui ont apporté leur soutien.
- toutes les filles et femmes qui ont toujours répondu favorable aux divers appels afin de toujours garder au top niveau, la promotion du genre en faveur de l'association et vis-à-vis des partenaires.

X – PERSPECTIVES AU COURS DE L'EXERCICE 2011

Pour le compte de l'année 2011, nous aurons à mener certaines actions clés dont entre autre sont :

Action n°1 : Réalisation du Projet « Patriotisme avant tous »

Description : Le projet « patriotisme avant tous » est une innovation de l'association COHUB en faveur des élections en République du Bénin.

Il permet de mener trois différentes actions à savoir :

- Sensibiliser la jeunesse sur son éventuelle utilisation abusive à des fins politiques et lui créant ainsi des dérives.
- Sensibiliser la population sur l'importance du vote
- Observer des élections.

Action n°2 : Renforcement de capacité d'intervention et de fonctionnement de l'association.

Description : Ce renforcement s'explique sur deux (2) principaux axes à savoir :

- doter de l'association COHUB d'un cadre adéquat de travail, par l'acquisition d'un local, de matériels et de moyens efficace pour l'atteinte des objectifs qu'elle s'est fixé depuis des années.
- former les responsables notamment sur les thématiques : droit de l'homme, de l'enfance, sur la prévention du SIDA, sur la lutte contre la corruption, sur la Paix et sur l'environnement.
- Participer au séminaire de formation sur les droits de l'homme en Suisse.

Action n°3 : Poursuite de la Campagne de sensibilisation sur le VIH/SIDA
YOUNG CAMPAIGN AGAINST HIV/AIDS – Edition 2011

Description : Cette campagne aura pour trois (3) principaux objectifs à savoir :

- Donner cinq (5) communications sur la prévention du VIH/SIDA
- Organiser cinq (5) séances gratuites de formation à l'endroit des patrons d'ateliers d'Agla sur le SIDA.
- Organiser une journée de réflexion de tous les acteurs le 1^{er} décembre 2011, journée mondiale de SIDA.

Action n°4 : Lutte contre la cybercriminalité, Arnaque et la Corruption

Description : Cette lutte aura pour trois (3) principaux objectifs à savoir :

- Mener une enquête en vue de déterminer l'impact de la cybercriminalité sur le développement du Bénin.
- Présenter les résultats de l'enquête aux institutions appropriées pour exécution.
- Vulgariser des résultats issus de l'enquête à travers une tournée de sensibilisation et en faveur des populations les plus victimes.

Action n°5 : Participation aux JOSOC 2010

Description : Cette participation qui sera la troisième de l'association COHUB permettra une fois encore à l'association de sacrifier à la tradition de participer à la rencontre annuelle des organisations de la société civile béninoise.

Action n°6 : Organisation de deux (2) campagnes de salubrité

Description : Cette activité concernera deux types de campagnes de salubrité qui seront organisés en occurrence dans le centre hospitalier et universitaire Huber Maga de Cotonou et à la place publique du palais des congrès de Cotonou.

Action n°7 : Adhésion à la Commission Nationale des Droits de l'Homme.

Description : Cette adhésion permettra à la coordination thématique chargé des questions de droits de l'homme au sein de l'association COHUB de pouvoir se faire renforcer les capacités et de partager l'expérience avec d'autres organisations plus assermentées dans le domaine.

Action n°8 : Visite de deux structures promotrices de volontaires

Description : Cette action permettra de rendre visite au Corps de la Paix et à l'Association Française des Volontaires pour le Progrès.

Action n°9 : Commémoration du 5^e anniversaire de création de l'association.

Description : Cette activité permettra de faire le bilan des cinq (5) années de vie de l'association afin d'impulser une nouvelle dynamique pour les années à venir.

Action n°10 : Organisation de la fête aux enfants.

Description : Cette activité permettra d'offrir des jouets aux enfants des quartiers Agla, lieu d'exercice de l'association COHUB.

Action n°11 : Demande d'accréditation auprès de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la Désertification (CNULCD).

Description : Cette adhésion permettra à notre association de s'engager puis de reconnaître l'importance de sa participation en tant que société civile dans la mise en œuvre de la Convention. De même, elle appréciera la contribution qu'elle peut apporter en tant qu'organisation de la Société Civile (OSC) aux réunions officielles de l'UNCCD. C'est cette accréditation qui permettra à notre association d'être remarquée par l'UNCCD avec un regard particulier. Selon l'Article 22, paragraphe 7 de la CNULCD, et la Règle 7 des Règles de Procédure de la CdP, les représentants de «tout organe ou organisme, national ou international, gouvernemental ou non gouvernemental», pourront être «admis à participer en qualité d'observateurs», à condition que l'organisation: - soit compétente dans les domaines visés par la Convention; - ait informé le Secrétariat de la CNULCD de son intention d'être représentée à une session de la Conférence des Parties en qualité d'observateur (à travers d'une lettre de motivation adressée au Secrétaire Exécutif du Secrétariat de la CNULCD). Les organisations qui remplissent les conditions requises préalablement nommées, pourront être admises aux sessions et aux réunions des organes Subsidiaries de la CdP, « à moins qu'un tiers au moins des Parties présentes n'y fasse objection». Seules les organisations accréditées pourront désigner des représentants dans les sessions des organes de la Convention, et réaliser un événement parallèle et/ou une exhibition au cours de ces sessions.

XI - CONCLUSION

L'année 2010 a été une année au cours de laquelle bien d'activités ont été réalisées pour le compte de l'association et cela c'est à l'actif des volontaires et surtout des partenaires qui ont cru à notre sérieux et à notre contribution au développement du Bénin.

Certes des actions ont été menées mais réaffirmons que d'autres ont été restées sans réalisation faute des difficultés permanentes expliquées au niveau du chapitre iv du présent rapport.

Au niveau des diverses coordinations nous avons fait de réel progrès et nous pouvons affirmer avec fierté que le volontariat humaniste que nous développons au Bénin est bien actif et contribue un tant soit peu à la communion des jeunes d'appartenances divergentes mais d'idées convergentes.

L'essentiel est fait de notre côté avec les moyens de bord se trouvant à notre disposition. Nous avons cru en notre leadership et notre volontarisme que nous pouvons mettre au service du développement de notre pays, le Bénin. Ce qui nous a valu la réalisation des activités dont le bilan est fait dans le présent rapport.

Nous ne sommes pas certains d'avoir fait les choses sur ce que peuvent le penser les autres mais nous les avons fait selon le besoin et le vide que nous avons senti dans la société béninoise. Nous espérons que l'année 2011 et les années à venir nous grandiront de plus et nous puissions faire plus que ce que nous faisons aujourd'hui. Pour nous l'essentiel était de faire quelques choses en tant que jeune tant que nous disposons encore les moyens d'en faire.

Au regard de tout ce qui précède, nous dirons à tous et à toutes que de toujours continuer à croire en notre volontarisme local que nous promouvons afin des grands défis puissent continuer d'être réalisés.

XII - DEFINITIONS DE QUELQUES SIGLES CONTENUS DANS LE PRESENT RAPPORT.

PSI : Population Services International.

ABMS : Association Béninoise de Marketing Social.

ONUSIDA : Organisation qui est le Programme Commun des Nations Unies pour le SIDA.

YBLA : Young Beniness Leaders Association

CCA : Centre Culturel Américain

CPSC - BENIN: Centre de Promotion de la Société Civile du Bénin.

OCAL : Organisation Corridor Abidjan Lagos.

CNDH : Commission Nationale de Droit de l'Homme.

FONAC : Front National pour la Lutte contre la Corruption

PAC : Port Autonome de Cotonou

AFVP : Association Française des Volontaires pour le Progrès.

PNLS : Programme National de Lutte contre le SIDA

PPMLS II : Programme Plurisectoriel de Lutte contre le SIDA Phase II

CNLS : Comité National de Lutte contre le SIDA.

AEIA: Atomic Energy International Agency.

TNP: Traité de non Prolifération Nucléaire.

TICE : Traité d'interdiction complète des essais nucléaires

JOSC : Journées des Organisations de la Société Civile

YCAA: Young Campaign Against HIV/AIDS

ANELS: Association Nationale des Etudiants pour la Lutte contre le SIDA.

CNHU: Centre National Hospitalier et Universitaire

SIDA : Syndrome Immuno Déficience Acquis.

VIH: Virus de l'Immuno Humaine

PVVIH: Personne Vivant avec le VIH

CNULCD : Convention des Nations Unies sur la lutte contre la Désertification

CdP : La Conférence des Parties